



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

43^e LÉGISLATURE, 2^e SESSION

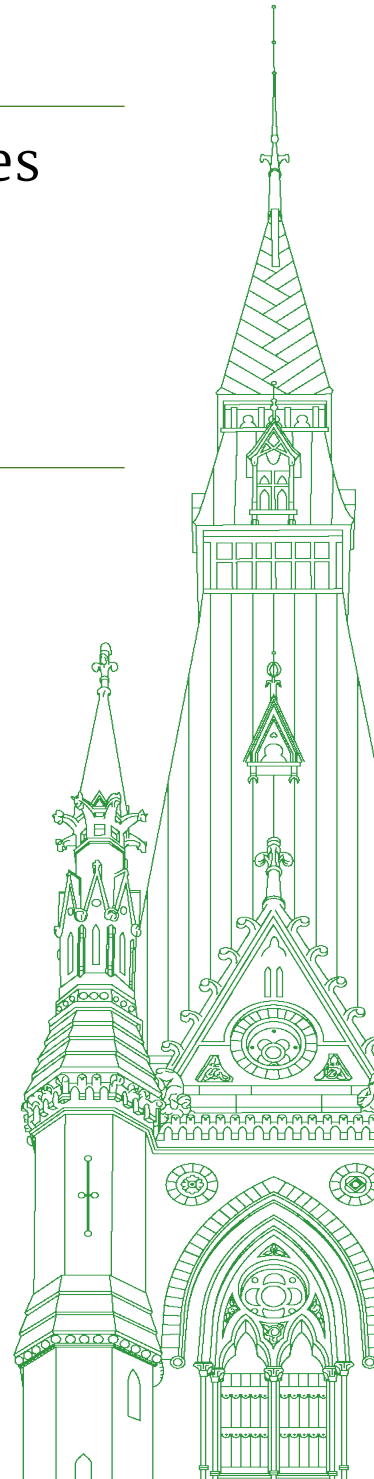
Comité permanent des pêches et des océans

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 024

Le mercredi 14 avril 2021

Président : M. Ken McDonald



Comité permanent des pêches et des océans

Le mercredi 14 avril 2021

• (1600)

[Traduction]

Le président (M. Ken McDonald (Avalon, Lib.)): Je déclare la séance ouverte.

Bienvenue à la 24^e séance du Comité permanent des pêches et des océans de la Chambre des communes. Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement et à la motion adoptée le 19 octobre 2020, le Comité se réunit pour son étude sur l'état du saumon du Pacifique.

La réunion d'aujourd'hui se déroule sous forme hybride, conformément à l'ordre adopté par la Chambre le 25 janvier. Les membres seront donc présents en personne ou sur la plateforme Zoom. Les délibérations seront diffusées sur le site Web de la Chambre des communes, et la diffusion montrera toujours la personne qui parle et non l'ensemble du Comité.

Compte tenu de la pandémie actuelle, des recommandations des autorités sanitaires et de la directive du Bureau de régie interne du 28 janvier, afin de préserver la santé et la sécurité de tous, toutes les personnes qui assistent à la réunion en personne doivent maintenir une distance physique d'au moins deux mètres et porter un masque non médical lorsqu'elles circulent dans la salle. Il est fortement recommandé de porter le masque en tout temps, même lorsqu'on est assis. Vous devez aussi vous désinfecter correctement les mains en utilisant le produit fourni à l'entrée de la pièce. En ma qualité de président, je veillerai au respect de ces mesures pendant la réunion, et je remercie d'avance tous les membres de leur collaboration.

Pour ceux qui participent virtuellement, je voudrais énoncer quelques règles à suivre.

Les députés et les témoins peuvent s'exprimer dans la langue officielle de leur choix, car des services d'interprétation sont disponibles. Vous avez le choix au bas de votre écran entre le parquet, l'anglais ou le français. Dans la nouvelle version de Zoom, vous pouvez vous exprimer dans la langue de votre choix sans avoir besoin de sélectionner le canal correspondant. Vous remarquerez aussi que la fonction « lever la main » de la plateforme est désormais plus facile d'accès dans la barre d'outils principale, si vous souhaitez parler ou alerter la présidence.

Quant aux membres qui participent en personne... Je ne crois pas qu'il y en ait aujourd'hui, donc je ne passerai pas la procédure en revue, mais la greffière et moi tenterons de conserver un ordre d'intervention adéquat durant la réunion.

Je rappelle aux députés et aux témoins que tous les commentaires doivent être adressés à la présidence. Lorsque vous ne parlez pas, votre micro doit être éteint. Durant la période de questions, ce serait bien que les députés puissent nommer le témoin à qui ils posent une

question, car il est parfois un peu difficile de savoir qui devrait répondre.

Nous recevons aujourd'hui Robert Hauknes et Brian Riddell, à titre personnel, ainsi que Josh Temple, de la Coastal Restoration Society.

Monsieur Hauknes, vous avez cinq minutes ou moins.

M. Robert Hauknes (pêcheur, à titre personnel): J'aimerais remercier le Comité permanent des pêches et des océans de m'avoir invité à présenter un mémoire. Tout d'abord, permettez-moi de raconter mon parcours dans la pêche au saumon.

Je suis un pêcheur commercial de troisième génération de Prince Rupert, en Colombie-Britannique. Je pêche avec mon père et mon frère sur le bateau de mon père. Mon père a commencé à pêcher le saumon lorsqu'il avait 14 ans. Il a acheté son premier bateau à 19 ans, et il a bâti une entreprise de pêche prospère au fil des ans.

Mon frère et moi avons commencé à pêcher lorsque nous étions enfants; il avait 8 ans, et j'en avais 10. Durant ces premières années, nous n'avions pas grand-chose à faire. Nous passions surtout du temps avec notre père, même si nous avons appris beaucoup de choses durant cette période. Lorsque nous avons chacun commencé l'école secondaire, nous avons pêché du saumon tout l'été. Une fois que nous avons terminé nos études secondaires, nous avons tous les deux commencé à participer aux autres pêches auxquelles mon père participait. Nous pêchons actuellement le hareng, le saumon, le flétan et la morue charbonnière.

Cela fait plus de 30 ans que je fais de la pêche au saumon à la traîne. J'ai vu comment la pêche a changé durant cette période. Elle était d'abord ouverte sur toute la côte et capable de retenir toutes les espèces de saumon durant l'été, puis elle s'est fait imposer un permis de zone et n'était en mesure de retenir que certaines espèces, jusqu'à s'exposer à une gestion des stocks faibles qui restreignait le moment et les zones où le saumon pouvait être pêché. Durant cette période, nous avons participé à d'innombrables expéditions nolisées pour prélever des échantillons d'ADN sur le saumon quinnat et le saumon coho afin d'aider à déterminer la période de montaison des différents stocks de ces espèces de saumon.

La pêche au saumon a toujours représenté une partie importante de notre revenu annuel. Au fil des ans, j'ai vu une lente diminution du revenu généré par cette pêche. Mon père a fait de son mieux pour maintenir une activité viable et il a réinvesti énormément d'argent dans la pêche au fil des ans.

Lorsque le saumon quinnat a été intégré dans le système de QIT, nous nous sommes procuré un autre permis de pêche à la traîne dans le Nord dans la zone visée par la désignation ATF, parce que lorsqu'on divisait l'attribution des quotas, c'était en fonction de la moyenne, et nous n'avions jamais pêché la moyenne durant toute année où nous avons pêché du saumon. Cela reposait non pas sur les antécédents de prises ou la participation à la pêche, mais bien sur le permis.

Nous nous sommes procuré ce permis, de façon à pouvoir continuer à pêcher la même quantité de saumons quinnats que nous avons toujours pêchée. Compte tenu de la manière dont le saumon est maintenant géré, il est extrêmement difficile depuis quelques années de générer le même revenu que celui que nous gagnions auparavant. Nous avons dû élargir nos activités à d'autres pêches, de manière à pouvoir gagner assez d'argent pour survivre et rémunérer assez bien les membres de notre équipage pour qu'ils puissent gagner leur vie dans la pêche.

Je me rends compte que les priorités changent au fil du temps, et ce qu'un gouvernement valorise peut changer avec le prochain gouvernement. Les poissons et les permis ne sont pas des biens, ils sont un privilège, du moins, c'est ce que dit le tribunal. Toutefois, lorsque vous avez investi des efforts surhumains et avez sué sang et eau pour bâtir une entreprise, vous ne devriez pas être pénalisés parce que les priorités ont changé.

La réconciliation avec les Premières Nations doit avoir lieu. Toutefois, elle doit être équitable pour tout le monde qui participe à l'industrie de la pêche. Ce qui ne doit pas arriver, c'est qu'on immole la flotte commerciale sur l'autel de la réconciliation. Les Canadiens sont responsables de la réconciliation, et ce n'est pas aux pêcheurs commerciaux d'en assumer le fardeau financier. La conservation ne peut reposer uniquement sur la flotte commerciale, quand il y a de nombreux utilisateurs et de nombreuses raisons pour lesquelles on a de faibles stocks de saumon.

La dégradation de l'habitat, la pollution, le ruissellement provenant des routes et les aménagements résidentiels sont certains des facteurs qui ont contribué à la diminution du saumon; pourtant, on ne parle pas de limiter le développement humain autour de l'habitat du saumon: on se borne à réduire la pêche commerciale. On n'a pas non plus parlé de la comptabilisation adéquate des prises par d'autres groupes d'utilisateurs, soit les Premières Nations et ceux qui s'adonnent à la pêche récréative. Je crois que tout le monde a le droit au saumon et au poisson en général, mais il devrait exister une législation obligeant une comptabilisation crédible des prises.

Il devrait y avoir une déclaration obligatoire des prises de façon semblable à ce qui se passe dans la pêche commerciale. Il est pratiquement impossible de gérer quelque chose si vous ne connaissez pas les chiffres exacts des retraits. Le gouvernement doit aussi investir pour effectuer les évaluations scientifiques et les évaluations des stocks qui s'imposent pour gérer les différents stocks de saumon.

En ce moment, on fait des estimations inflexibles, où on ne modifie pas, au cours de la saison de pêche, l'abondance des montaisons qui apparaissent. Les responsables font une prévision avant la saison, et si plus de poissons que prévu arrivent, on n'augmente pas la pêche disponible, et c'est la même chose pour les faibles montaisons: on ne réduit pas l'effort de pêche. Des données médiocres mènent à une prise de décisions médiocre en matière de gestion.

J'espère sincèrement que le Comité recommandera d'investir dans la science et la surveillance nécessaires de façon à maintenir les stocks de saumon pour les générations futures.

En terminant, j'aimerais dire que ce témoignage a été rédigé lundi soir, le 12 avril, après réception le lundi matin du 12 avril d'un courriel où on me demandait si je pourrais comparaître devant le Comité le mercredi 14 avril. Même si je vous remercie de m'avoir fourni l'occasion de témoigner, j'aurais bien aimé que l'on me donne un meilleur préavis, et j'aurais donc eu plus de temps pour me préparer.

Merci beaucoup de votre temps.

• (1605)

Le président: Merci, monsieur Hauknes.

Nous allons maintenant passer à M. Riddell, pour cinq minutes ou moins.

M. Brian E. Riddell (conseiller scientifique, Fondation du saumon du Pacifique, à titre personnel): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je suis ravi d'être ici aujourd'hui avec le Comité.

Je m'appelle Brian Riddell. J'ai obtenu un doctorat de l'Université McGill, et je suis immédiatement venu dans ce pays béni de Dieu, sur la côte Ouest, où je travaille au rétablissement et à la conservation du saumon, ainsi que dans le domaine de la science et de la gestion halieutiques, depuis maintenant 42 ans.

Je m'adresse aujourd'hui à vous à titre personnel, mais je devrais dire que je suis toujours employé par la Fondation du saumon du Pacifique en tant que conseiller scientifique.

J'ai fourni un mémoire au Comité, mais j'imagine que vous ne l'avez pas encore vu. Vous le verrez dans l'avenir. Je vais uniquement traiter des faits saillants de ce mémoire aujourd'hui.

La Fondation du saumon du Pacifique s'est adressée au Comité en juillet 2020. Je tiens à appuyer ce mémoire, car il renfermait beaucoup de commentaires utiles. La personne en question était Jason Hwang. Je pense que vous devez vraiment examiner les principales mesures fédérales qu'il a préconisées pour vous rappeler ce qui a été dit à ce moment-là.

Fondamentalement, même s'il est bien de parler de l'état du saumon aujourd'hui, nous devons vraiment réfléchir à notre façon d'agir pour l'avenir. Il a soulevé un point important: nous devons vraiment penser au bien-être de notre communauté dans 20 ans en ce qui concerne le saumon. Il n'est pas question du rendement à court terme d'un investissement.

Brièvement, ce dont je veux vous faire part aujourd'hui, c'est que résumer l'état du saumon n'est pas simple. Il existe plus de 9 000 populations de saumon. M. Hauknes a soulevé un point extrêmement important, c'est-à-dire que la qualité de nos données n'est simplement pas suffisante. Qu'il s'agisse de prises, d'échantillons ou d'échantillonnage biologique, il nous manque le nécessaire.

Malheureusement, l'état du saumon aujourd'hui est encore pire que ce que vous avez entendu dire l'été dernier dans l'exposé. À titre d'exemple, le point particulier est la remonte. Le modèle par excellence pour le saumon sur la côte Ouest est probablement le saumon rouge du Fraser. Vous ne savez peut-être pas que la remonte du saumon rouge du Fraser en 2020 a représenté le plus faible taux jamais enregistré. En 2009, la commission Cohen a été créée en raison des remontes de saumon rouge du Fraser. Notre remonte en 2020 était moins du cinquième de celle de 2009. Les choses ne pourraient pas être pires.

Nous avons un problème très grave, et il préoccupe de nombreuses personnes sur cette côte, comme vous venez de l'entendre dire.

Je crois que le saumon rouge du Fraser illustre aussi la difficulté pour ce qui est de comprendre les causes de l'état du saumon. Le saumon rouge du Fraser est élevé dans les ruisseaux et les lacs du bassin hydrographique du Fraser. Il traverse un estuaire fortement perturbé dans la ville de Vancouver et les régions périphériques. Puis, il passe de deux à trois mois dans le détroit de Géorgie, ce que nous appelons le « littoral ». Il dépasse les îles Discovery, dont on entend évidemment souvent parler dans les médias, vu l'état des fermes salmonicoles qui utilisent des parcs en filet et leur transition. Puis, ils s'en vont en mer pendant deux ans et reviennent.

La quantité de saumons que nous voyons remonter est l'effet cumulatif de tous ces facteurs. Tous ces facteurs interagissent, et nous avons donc une tâche énorme lorsque nous parlons de rétablir l'état du saumon du Pacifique et de revenir à l'abondance de la ressource.

Dans le mémoire, je vous ai fourni un diagramme sur le cycle de vie. Vous connaissez maintenant tous le cycle de vie du saumon, mais je crois que le point principal que je veux souligner, c'est que tous les divers habitats peuvent interagir pour exacerber des problèmes ou en atténuer. Ils agissent tous de manière indépendante. Ce n'est presque jamais un facteur unique qui entraîne un changement dans l'état du saumon, et il nous faut donc les systèmes de surveillance en place pour que nous puissions comprendre les bonnes choses comme les mauvaises.

Malheureusement, aujourd'hui, le saumon est généralement en mauvais état. J'utilise le terme « mauvais » pour insister sur ce point. Il y a des variations entre les populations de saumon, mais de façon générale, il n'a jamais été en très mauvais état de façon globale.

La difficulté pour nous tient au fait de savoir ce que nous devons faire pour aller de l'avant. En ce moment, nous voyons un fort leadership pour agir afin de conserver ce poisson inestimable pour la Colombie-Britannique. Ce n'est pas juste pour nos populations autochtones et leur culture; nous devons aussi le faire pour favoriser notre mieux-être social et notre économie en Colombie-Britannique et les écosystèmes de la province. Les remontes de saumon du Pacifique ont une incidence sur de nombreuses industries différentes. Nous avons besoin d'un engagement de ressources pour agir par rapport à cette question, et il nous faut déployer des efforts constants. Cela ne se fera pas du jour au lendemain. Je fournis mes cinq mesures sommaires, essentiellement, qui pourront aider à nous guider.

• (1610)

Fait ironique, nous avons un énoncé stratégique très ferme, qui est le cadre de gestion pour aller de l'avant. En 2005, nous avions la « Politique pour la conservation du saumon sauvage du Pacifique ».

C'est une politique fédérale, et elle n'a pas été entièrement mise en œuvre.

Dans cette politique, il y a une ligne directrice selon laquelle vous devez protéger la diversité et la distribution du saumon d'abord. Nous ne savons pas dans quelle mesure l'environnement changera ni quels changements de l'habitat surviendront. Votre seul moyen de planifier les choses, c'est en gérant la diversité du saumon afin de protéger la production future.

Le président: Monsieur Riddell, je vais devoir vous arrêter ici. Nous avons dépassé la limite de cinq minutes. Je sais que votre témoignage sera distribué aux députés, et j'espère que tout ce que vous n'avez pas eu le temps de dire sera abordé dans une période de questions.

Nous allons maintenant passer à M. Temple, pour cinq minutes ou moins, s'il vous plaît.

Capt Josh Temple (directeur exécutif, Coastal Restoration Society): Merci.

Bonjour, monsieur le président, mesdames et messieurs.

Je suis le capitaine Josh Temple, directeur exécutif de la Coastal Restoration Society, un organisme à but non lucratif établi en Colombie-Britannique qui a pour mission de soutenir le saumon sauvage du Pacifique dans l'environnement dans lequel il vit.

J'ai l'honneur de me joindre à vous aujourd'hui depuis les terres ancestrales non cédées de la Première Nation Tla-o-qui-aht dans ce qui est actuellement connu comme Tofino, en Colombie-Britannique. Je suis le fils d'Arlene Rees et de feu Ian Temple, frère de Lyndsay et de Craig, père de Soleille et de Kalum, et grand-père de Kali Temple. Je fais intervenir dans la réunion ma famille et ces terres, car elles m'ancrent en tant que personne, en tant que capitaine, et fournissent le cadre de ma compréhension à l'égard du sort du saumon du Pacifique.

J'ai passé toute ma vie à être guidé par les mouvements du poisson; dans mon cas, ma vie entière a été guidée par les migrations du saumon. Né sur les rives du grand delta du fleuve Fraser dans la collectivité de pêcheurs de Steveston, en Colombie-Britannique, sur la terre des Premières Nations Musqueam, Squamish et Tsleil-Waututh, et ayant grandi sur les rives occidentales de l'île de Vancouver, j'ai étudié les habitudes des saumons et j'ai entrepris de les capturer.

J'ai obtenu mon permis de capitaine lorsque j'étais adolescent et j'ai commencé toute une vie de service en tant que capitaine, pêcheur commercial et exploitant touristique. Je ne le savais pas à l'époque, mais j'avais amorcé une carrière à la poursuite d'un poisson qui était destiné à avoir des ennuis. Durant mes dernières années, je me retrouve intéressé non pas tant par la capture de saumon, mais par le fait de m'assurer que la famille et les gens dont j'ai parlé auront encore du saumon à pêcher dans l'avenir. Après avoir assisté pendant des années au déclin inéluctable du saumon, j'ai créé la Coastal Restoration Society et je me suis donné comme mission de soutenir le rétablissement du saumon.

Le Comité est très bien renseigné sur les causes qui ont contribué à la disparition de montaisons de saumon autrefois prolifiques sur notre côte et il est au courant du fait troublant qu'il y a eu peu de changement dans la trajectoire du déclin. Je ne comparais pas devant vous aujourd'hui pour m'appesantir sur la perte de l'habitat, la pollution, la surpêche, la prédation par les pinnipèdes, les espèces aquatiques envahissantes ou les effets résiduels que les industries côtières continuent de laisser derrière elles. Des membres des Premières Nations, des scientifiques et des experts de l'habitat ont tous témoigné devant le Comité et fourni une abondance de données probantes pour appuyer ces faits.

Je comparais plutôt devant vous aujourd'hui en tant que citoyen canadien, pêcheur et environnementaliste, pour mettre l'accent sur le fait que ces mêmes personnes participent déjà à la lutte visant à empêcher la disparition du saumon et qu'elles sont déjà fortement engagées dans cette lutte depuis des générations. Nous avons répondu aux données scientifiques sur la diminution du saumon en présentant des solutions claires et efficaces faisant intervenir des légions d'équipes dédiées en rétablissement, de techniciens en éclosion, de militants et les enseignements de milliers d'années de savoir en gestion des écosystèmes des Premières Nations. Nous avons créé des initiatives fédérales et provinciales de financement pour soutenir les initiatives de rétablissement. Sachant que des milliers d'esprits ont collaboré pour trouver des solutions et que d'innombrables initiatives de rétablissement du saumon sont en cours, on se demande: pourquoi le saumon ne se rétablit-il pas?

La réponse est claire: le rétablissement du saumon n'est pas financé adéquatement. Avec chaque évolution du FRISCB ou du Fonds pour la restauration côtière, des dizaines de projets viables qui contribueraient au rétablissement du saumon ne sont pas pris en considération. Les priorités de financement changent d'une année à l'autre, ce qui laisse des projets essentiels languir ou mourir. On pourrait penser que les centaines de millions de dollars qui ont été affectés au rétablissement du saumon au fil des ans auraient réussi à renverser la tendance, mais de toute évidence, ce n'est pas le cas. Il demeure qu'il n'y a pas de mauvais projets; il y a seulement des projets sous-financés.

Monsieur le président et mesdames et messieurs, si nous devons accepter concrètement la responsabilité pour le rétablissement du saumon, alors nous devons nous tenir responsables du financement des projets qui ont été recensés comme des solutions pour le rétablissement du saumon. Nous devons reconnaître que nous sommes sur la bonne voie, que nos données scientifiques et nos solutions sont bonnes, mais nous échouons dans nos tentatives, parce qu'on nous refuse la possibilité de concrétiser la portée et l'ampleur que cette solution exige. Sans fonds d'urgence d'une ampleur que nous n'avons pas encore connue, il est de ma responsabilité de vous dire que nous risquons de perdre le saumon à jamais.

Toute ma vie, j'ai été guidé par les mouvements du saumon. En vieillissant, je ne sais que trop bien que l'endroit où je me trouve pourrait être l'endroit où je devrai rester si ces mouvements cessent.

Pour terminer, je vous demande de reconnaître que nous tous — membres des Premières Nations, scientifiques, pêcheurs, gouvernement et environnementalistes — travaillons ensemble pour endiguer l'extinction du saumon. Je vous prie d'utiliser les pouvoirs du Comité afin d'encourager tous les paliers de gouvernement à affecter des fonds d'urgence pour mettre fin au déclin inéluctable du saumon et nous permettre d'enfin faire des gains dans

notre quête et d'avoir plus de marge de manœuvre. Je vous remercie énormément de votre temps.

Merci.

• (1615)

Le président: Merci, monsieur. Il vous restait une seconde; c'était parfait.

Nous allons maintenant passer à notre période de questions, en commençant par M. Arnold, pour six minutes ou moins, s'il vous plaît.

M. Mel Arnold (North Okanagan—Shuswap, PCC): Merci, monsieur le président.

Je remercie tous nos témoins aujourd'hui.

Monsieur Riddell, le juge Cohen a publié son rapport en novembre 2012, et l'Initiative stratégique visant la santé du saumon a été établie par le gouvernement fédéral quatre mois plus tard, en mars 2013, en tant que réponse directe à l'appel du juge Cohen pour obtenir plus de données scientifiques et influencer davantage sur l'industrie de l'élevage de saumons dans des cages en filet. Est-ce exact?

M. Brian E. Riddell: Oui.

• (1620)

M. Mel Arnold: Merci.

Lorsqu'elle a été établie, l'Initiative stratégique visant la santé du saumon a été assortie d'un mandat en quatre phases. Est-ce exact?

M. Brian E. Riddell: Elle a été conçue en quatre phases, oui.

M. Mel Arnold: Pouvez-vous décrire la situation de l'ISSS aujourd'hui, et nous dire si ces quatre phases qui ont été originalement prévues ont été achevées.

M. Brian E. Riddell: Nous avons terminé la deuxième phase du travail, qui représente une partie de traitement et d'analyse de données à très grande échelle. La troisième phase visait à prendre les extrants de la deuxième phase et à diriger des installations de tests expérimentaux, où vous pouviez utiliser des pathogènes particuliers et exposer le saumon à ces pathogènes pour voir quel serait l'effet, s'ils transmettaient la maladie, etc. La quatrième phase est simplement une phase de publication et de consultation à l'intention du gouvernement. Malheureusement, la troisième phase ne peut pas aller de l'avant, parce que nous n'avons pas obtenu accès à un espace suffisant pour mener les études d'exposition.

Dans le cadre du projet, on a bel et bien tenté de construire des installations d'exposition par l'intermédiaire de l'Université Vancouver Island, et cela a échoué à la toute dernière minute, pour une quelconque raison. Aujourd'hui, nous avons fermé le programme mené avec l'UNBC. Nous aurons produit environ 62 publications scientifiques à partir de ce programme, mais il plane une incertitude par rapport à certaines études d'exposition.

Dans cette étude, nous avons décelé 15 nouveaux virus qui n'ont jamais été consignés dans le cas du saumon de la Colombie-Britannique. Cette étude s'est révélée très réussie sur le plan scientifique, mais elle laisse planer un certain nombre de préoccupations importantes.

M. Mel Arnold: On dirait qu'elle a été une réussite dans le cadre des deux premières phases, mais soudainement, à la troisième phase, elle a manqué de ressources pour pouvoir poursuivre le mandat original. Est-ce exact?

M. Brian E. Riddell: Monsieur Arnold, ce n'est pas juste les ressources; ce sont les installations, qui utilisent de grandes ressources. Pour mener adéquatement ces études, vous avez besoin d'enceintes de confinement, parce que ce sont des pathogènes. Il faudrait déployer des efforts très importants pour aller de l'avant avec la troisième phase, et cela nécessiterait des délais de préparation beaucoup plus longs. Nous n'avons simplement pas le temps en ce moment.

M. Mel Arnold: Dois-je comprendre que l'Initiative stratégique visant la santé du saumon est essentiellement interrompue à l'heure actuelle?

M. Brian E. Riddell: Essentiellement. Il y a deux semaines, nous avons mené un atelier international avec des chercheurs et des écologistes en santé des poissons de partout dans le monde qui travaillaient sur des pathogènes du saumon, particulièrement dans le secteur de l'aquaculture. Nous avons effectué un examen pour limiter le nombre de pathogènes que nous avons étudiés et tenté d'obtenir des commentaires des participants pour savoir quelle serait une priorité dans des travaux futurs. L'intention qui sous-tend tout cela, c'est que nous devons trouver de nouvelles installations. Nous avons étudié 70 pathogènes différents au fil des ans, et nous essayons de ramener ce chiffre aux trois ou quatre qui sont les plus importants. On pourra reprendre l'initiative de nouveau, mais il n'est pas vraiment possible de la mener plus loin sans installations supplémentaires.

M. Mel Arnold: Merci.

À votre avis, le travail mené dans le cadre de l'ISSS a-t-il établi si oui ou non les fermes salmonicoles qui utilisent des parcs en filet en Colombie-Britannique présentent davantage qu'un risque minime de torts sérieux pour le saumon sauvage? C'était une des conditions énoncées dans le rapport Cohen.

M. Brian E. Riddell: Nous avons dit très ouvertement que, oui, nous croyons que les études ont démontré cela. Je préciserais que le juge Cohen a limité ses commentaires au saumon rouge du Fraser. Ce commentaire continuerait de s'y appliquer. Une de nos réelles préoccupations, c'est que nous devons nous soucier de tout le saumon du Pacifique, et pas simplement du saumon rouge du Fraser. La réponse à votre question, c'est oui, nous croyons qu'il existe de solides données scientifiques pour un nombre limité des pathogènes. Mais cela suffit-il pour que nous disions oui, ils présentent davantage qu'un risque minime?

M. Mel Arnold: Êtes-vous d'accord avec les évaluations du programme?

M. Brian E. Riddell: Moi, personnellement? Oui.

M. Mel Arnold: D'accord, merci.

J'aimerais passer à M. Temple.

Monsieur Temple, vous avez reconnu que de nombreux facteurs influent sur le saumon sauvage.

Luttez-vous activement contre les espèces aquatiques envahissantes et leurs effets potentiels?

Capt Josh Temple: Merci, monsieur Arnold.

Oui, en fait, nous le faisons. Nous avons reconnu dans le cadre de notre travail en tant que société que le crabe vert européen est une menace importante — et non seulement pour l'habitat du saumon sauvage. De solides données empiriques d'organisations des Premières Nations et d'organisations assurant une surveillance scientifique montrent qu'il s'en prend en réalité aux jeunes sau-

mons, lorsqu'il quitte sa rivière natale et passe du temps dans l'habitat de zostère marine près de la rive.

Beaucoup de travail doit être fait pour comprendre l'évolution et les répercussions du crabe vert ici, dans la région du Pacifique. Et nous connaissons une énorme éclosion ici, dans le Sud de la Colombie-Britannique, particulièrement le long de la côte ouest de l'île de Vancouver. Je peux dire que, au cours des 14 ou 15 derniers mois maintenant, notre société a collaboré intensément avec les Premières Nations côtières, la province et le MPO en vue de trouver une réponse industrielle à grande échelle visant la gestion et le contrôle du crabe vert.

• (1625)

Le président: Merci, monsieur Arnold.

Nous allons maintenant passer à M. Hardie, pour six minutes ou moins, s'il vous plaît.

M. Ken Hardie (Fleetwood—Port Kells, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins qui se sont joints à nous aujourd'hui.

J'aimerais commencer par M. Hauknes. Je crois savoir que vous avez eu un très bref délai pour vous préparer. Ce n'est pas la seule et unique occasion qui s'offre à vous, monsieur. S'il y a d'autres choses que vous voulez porter à notre attention, assurez-vous de les inscrire dans une note à notre attention et de nous les faire parvenir par l'entremise du président. On s'assurera que l'information nous est transmise.

Le but principal de l'étude est la santé des stocks. Lorsque vous êtes allé pêcher durant la période où vous avez pu le faire, avez-vous été en mesure d'attraper du poisson? Y a-t-il des signes que les stocks, lorsque vous pêchez, sont bons?

M. Robert Hauknes: Oui, nous avons un permis de pêche à la traîne dans le Nord. Nous sommes en fait une des premières flottes à voir du saumon pendant qu'il migre vers ses rivières natales. Durant cette période, en raison du mode de gestion des stocks faibles, nous devons renoncer à beaucoup d'occasions. Il se trouve pas mal de saumons que nous pouvons pêcher. Vu que vous ne pouvez pas faire la distinction entre les différents cours d'eau, il est très difficile de poursuivre une pêche, et c'est pourquoi à la fin des années 1990 nous avons mené quelques expéditions nolisées afin de tenter d'établir un calendrier de la montaison pour les échantillons d'ADN, afin de découvrir quand ces stocks sont...

En vertu du Traité sur le saumon, on nous a attribué une certaine quantité de saumons quinnats du fleuve Columbia que nous pouvions pêcher. Nous voulions savoir quelle était la période optimale. Malheureusement, le stock de l'île de Vancouver se mélange à celui du fleuve Columbia également.

M. Ken Hardie: Qu'en est-il des poissons d'élevage marqués? En voyez-vous?

M. Robert Hauknes: Oui, nous voyons du saumon quinnat et du coho d'élevage marqués.

M. Ken Hardie: Représentent-ils une population relativement facile à identifier ou sont-ils encore une fois mélangés avec les autres montaisons?

M. Robert Hauknes: Ils sont mélangés au point où je dirais qu'environ 5 à 10 % de notre prise seraient des nageoires rognées. Ce n'est pas suffisant pour tenter des poursuites par rapport à une pêche. J'hésiterais à faire une pêche avec remise à l'eau, parce que vous verrez une certaine mortalité avec un poisson que vous remettez à l'eau. Je n'aime pas voir cela.

M. Ken Hardie: Il y a eu je pense un certain nombre de commentaires au fil du temps. Nous avons examiné cette question sous un certain nombre d'angles différents. Ce n'est pas nécessairement une critique du MPO, mais c'est assurément une observation du fait que le travail du MPO s'est principalement concentré sur la gestion des prises plutôt que sur le rétablissement des stocks.

Vous fondez-vous sur des données anecdotiques pour dire cela ou avez-vous en réalité quelque chose de plus fondamental à dire à ce sujet?

M. Robert Hauknes: Je dirais que c'est anecdotique. Oui, je dirais qu'on se préoccupe davantage de la gestion du stock et pas tant de l'augmentation de la taille des montaisons. On se préoccupe davantage de la gestion d'un nombre décroissant de poissons que de l'augmentation de ces nombres.

M. Ken Hardie: Monsieur Riddell, lorsque nous regardons tous les aspects différents auxquels nous devons prêter attention si nous voulons rétablir les stocks, nous voyons que l'un d'entre eux, bien sûr, est l'océan Pacifique. C'est assez facile de présumer que nous ne pouvons pas faire énormément de choses dans l'océan Pacifique pour composer avec le réchauffement des eaux, l'acidification, le plancton, etc.

C'est une hypothèse, mais est-ce que c'est vrai?

Y a-t-il des choses que vous avez vues dans le cadre de votre travail qui pourraient en réalité être réalisées dans les profondeurs de l'océan pour améliorer le sort du saumon?

M. Brian E. Riddell: C'est une très bonne question. On me la pose souvent.

Il n'y a pas tant de choses que nous puissions faire pour réparer l'océan. Le problème tient au changement climatique. Ces périodes chaudes que nous avons connues sont, de toute évidence, de plus en plus fréquentes. Elles sont plus intenses. L'eau chaude dont vous parlez n'est pas juste chaude — elle est extraordinairement chaude. On parle de trois à quatre degrés Celsius au-dessus de la moyenne à long terme. C'est quelque chose qu'aucun statisticien ne s'attendrait à voir, n'est-ce pas?

Ce sont les fortes tendances environnementales qui causent la diminution, particulièrement d'espèces comme le saumon rouge du Fraser. Une des raisons pour lesquelles nous voyons des variations dans les différents stocks de saumon et les différentes espèces, c'est qu'ils n'utilisent pas tous l'océan de la même façon. Les très faibles remontes du saumon rose, kéta et rouge sont attribuables au fait qu'ils sont les résidents de l'océan, au large. Le saumon coho et le saumon quinnat ont des types d'utilisation de l'océan et des histoires de vie différents, donc vous pouvez voir de meilleurs retours chez ces saumons que chez certains des autres.

Il ne fait aucun doute que nous devons comprendre l'océan, pour que nous puissions savoir quoi faire pour protéger le saumon dans l'avenir, mais vous ne changerez pas l'océan tant que nous ne nous serons pas attaqués aux changements climatiques.

• (1630)

M. Ken Hardie: Monsieur Temple, j'ai une question semblable pour vous.

Vous avez parlé des espèces envahissantes, comme le crabe vert, sur la côte Ouest de l'île de Vancouver. Seriez-vous prêt à attribuer cette invasion, si vous le voulez, d'une espèce envahissante aux changements climatiques? Aussi, y a-t-il d'autres espèces qui viennent s'en prendre à nos stocks de saumon et à d'autres stocks de poisson que nous n'avons peut-être pas vues avant certains des changements climatiques que nous avons constatés?

Capt Josh Temple: Merci de poser cette question, monsieur Hardie.

Avant de répondre, j'aimerais dire que beaucoup d'autres études du crabe européen sont nécessaires. Nous en sommes essentiellement aux étapes préliminaires pour ce qui est de comprendre non seulement les espèces et la façon dont elles interagissent avec notre environnement, mais aussi ce qui cause cette prolifération rapide, tout particulièrement le long de la côte Ouest de l'île de Vancouver.

Je dirai qu'il semble y avoir une conjoncture parfaite ici, dans le Sud de la Colombie-Britannique, notamment le long de la côte Ouest de l'île de Vancouver, qui contribue à la propagation du crabe européen. Dans des zones au sud — à Washington ou en Californie, par exemple — où l'espèce existe depuis beaucoup plus longtemps qu'ici, en Colombie-Britannique, on ne voit pas cette même prolifération rapide que nous connaissons ici. Nous ne comprenons pas encore pourquoi c'est le cas.

La réponse à la deuxième partie de votre question au sujet d'autres espèces qui pourraient présenter une menace requiert aussi d'autres études. Toutefois, nous voyons de grands poissons pélagiques qui deviennent plus courants dans les eaux extracôtières, comme la limande à queue jaune de Californie, et même des espèces d'aiguilles de mer, comme l'espéron et le marlin rayé, et d'autres espèces de thon, comme le thon obèse et le thon rouge, qui pourraient tous potentiellement se nourrir de certains des plus grands saumons ou même des saumonaux tandis qu'ils migrent en passant par ces eaux extracôtières.

En ce qui concerne ce à quoi on doit s'attendre et les répercussions que certains de ces grands poissons pélagiques peuvent avoir sur le saumon, c'est très incertain, mais on devrait assurément les considérer comme une menace à l'heure actuelle.

Le président: Merci, monsieur Hardie.

Nous allons maintenant passer à M. Blanchette-Joncas, pour six minutes ou moins, s'il vous plaît.

[Français]

M. Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, BQ): Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Tout d'abord, je tiens à remercier les témoins qui sont avec nous aujourd'hui.

Monsieur Riddell, depuis le début de cette étude, plusieurs témoins nous ont fait part de la difficulté de concilier la conservation de la population de saumon, le maintien des emplois et la protection de l'environnement.

Qu'en pensez-vous? Qu'est-ce qui devrait être fait pour faciliter la conciliation de ces trois enjeux?

[Traduction]

M. Brian E. Riddell: Merci. C'est une question très importante lorsque nous parlons de rétablissement.

La toute première chose à laquelle nous devons nous attaquer en Colombie-Britannique, c'est la gestion de l'eau. En Colombie-Britannique, il y a une loi de 2014 qui s'appelle la « Water Sustainability Act ». Elle comprend en réalité un engagement à l'égard du débit minimal écologique, de sorte que l'eau soit partagée entre l'écosystème et les autres utilisations. Cela doit être vraiment mis en œuvre à mesure que nous connaissons des périodes estivales de plus en plus sèches et moins d'accumulation de neige, etc.

L'autre élément, c'est notre longue histoire d'utilisation et de modification des terres à laquelle nous devons remédier.

La troisième chose, que nous oublions très souvent, c'est que l'endroit où la terre rejoint l'eau dans nos estuaires est extraordinairement développé dans de nombreux cas. Ce sont des habitats très importants, où le saumon doit passer même jusqu'à un mois et où il s'adapte à l'eau salée et continue de grandir avant de se rendre en mer.

Ce sont de nombreuses mesures qui, nous le savons, sont importantes pour le saumon et qui peuvent être entreprises. Nous avons entendu M. Temple parler des mesures à prendre. Il y a le Fonds de restauration et d'innovation pour le saumon de la Colombie-Britannique. On peut investir dans toutes ces choses, mais il y a beaucoup de choses que nous pouvons faire en eau douce et dans les estuaires avant de nous soucier de la haute mer.

• (1635)

[Français]

M. Maxime Blanchette-Joncas: Je vous remercie, monsieur Riddell.

Monsieur Hauknes, j'aimerais avoir vos commentaires sur le même sujet.

Que pourrait-on faire pour faciliter la conciliation de la population de saumon, la préservation des emplois et la protection de l'environnement?

[Traduction]

M. Robert Hauknes: Une partie de cette question est de savoir comment nous concilions les deux. Il y a un très grand nombre de groupes d'utilisateurs qui ont tous un intérêt direct dans le saumon, et la ressource est limitée. Je pense que nous nous trouvons en ce moment dans une situation où nous n'avons tout simplement pas assez de poisson pour que tout le monde obtienne ce qu'il veut. Nous renonçons à tout un tas de saumons quinnats, parce que nous devons en laisser remonter le fleuve Fraser et la rivière Thompson Nord pour qu'ils atteignent les premières bandes des Premières Nations là-bas. C'est vraiment une question d'équilibre. Je pense que l'essentiel, c'est que nous avons besoin de plus de poissons, et la question difficile est de savoir comment faire pour y arriver.

En ce qui concerne la réconciliation, il y a d'autres bandes qui ont des permis de pêche à la traîne dans le Nord comme celle de Port Simpson. Elle en a six. Vous influez sur sa capacité de pêcher du poisson et de s'adonner aux pratiques alimentaires, sociales et cérémoniales dans le fleuve Fraser et la rivière Thompson Nord. C'est une question difficile à laquelle répondre.

[Français]

M. Maxime Blanchette-Joncas: Je vous remercie de votre réponse, monsieur Hauknes.

À votre avis, est-ce que la réglementation insuffisante relative-ment à la pêche récréative menace la durabilité de la population de saumon du Pacifique? Est-ce réellement néfaste pour les stocks?

[Traduction]

M. Robert Hauknes: Je pense qu'il y a suffisamment de règlements pour faire en sorte qu'ils survivent, mais cela est-il suffisant pour maintenir un niveau de pêche de ce poisson? Je l'ignore. C'est difficile de répondre à cette question, parce que.. quels sont vos objectifs et vos buts? Voulez-vous avoir une pêche commerciale viable, une pêche sportive viable, une pêche commerciale des Premières Nations viable assortie d'une pêche alimentaire, sociale et cérémoniale, ainsi qu'une certaine conservation? Si vous voulez tout cela, alors probablement pas, parce que la pêche commerciale sert plus ou moins de bouc émissaire.

Nous sommes les premiers à fermer. Puis, ce sera au tour du secteur récréatif, à mesure que les populations de saumon diminueront, jusqu'à ce que vous arriviez au point où vous n'aurez pas de pêche alimentaire, sociale ou cérémoniale, parce que vous vous fondez sur la conservation. Je ne crois pas que nous voulions nous rendre au point où nous aurons seulement assez de saumon dans la rivière pour qu'il s'alimente lui-même et ne soit pas utilisé par qui que ce soit.

[Français]

M. Maxime Blanchette-Joncas: Je vous remercie, monsieur Hauknes.

Monsieur le président, combien de temps me reste-t-il?

[Traduction]

Le président: Vous avez 25 secondes.

[Français]

M. Maxime Blanchette-Joncas: Excellent.

Monsieur Riddell, quel est votre avis sur le même sujet, c'est-à-dire la durabilité de la population du saumon du Pacifique compte tenu de la réglementation existante visant la pêche récréative? Pensez-vous que la réglementation est insuffisante présentement?

[Traduction]

M. Brian E. Riddell: Je suis surpris par la dernière phrase. Voulez-vous parler de la pêche récréative uniquement?

[Français]

M. Maxime Blanchette-Joncas: Exactement. Est-ce que la pêche récréative menace la durabilité de la population de saumon? Est-ce que la réglementation est insuffisante?

[Traduction]

M. Brian E. Riddell: Non, c'est efficace. Nous avons une politique de répartition. Par exemple, le saumon rouge, le saumon rose et le saumon kéta sont visés par un accès commercial... Dans la discussion au sujet de la pêche à la traîne dans le Nord, on se concentre clairement sur le saumon quinnat et le saumon coho. Il y a un conflit possible avec la pêche récréative au chapitre de la répartition. Dans de nombreux cas, les pêcheurs récréatifs pêchent beaucoup plus longtemps sur une plus vaste zone, et habituellement, nous devons reconstituer les stocks si vous voulez en avoir suffisamment des deux, mais ils ne sont pas vraiment en conflit direct si nous les gérons correctement.

• (1640)

Le président: Merci.

Nous allons maintenant passer à M. Johns, pour six minutes ou moins, s'il vous plaît.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Merci, monsieur le président.

Je tiens à remercier tous les témoins du travail important que vous faites au profit du saumon sauvage.

Nous avons évidemment connu la plus faible remonte de l'histoire documentée de saumon du fleuve Fraser, le plus grand cours d'eau à saumons du monde — je vous entends rire, monsieur le président, en passant — au cours de la dernière année et demie, ou presque deux ans. Cela a été suivi par ce qui est maintenant la plus faible remonte de l'histoire documentée pour le saumon sauvage du Pacifique dans le Fraser.

Le gouvernement n'a pas apporté de changements importants à l'investissement sauf pour ce qui est de Big Bar. Il n'avait pas de budget l'an dernier. Il n'en a pas déposé en raison de la COVID. Dans l'énoncé économique de l'automne, il n'a pas répondu à cette urgence critique. Nous avons demandé au ministre de déclarer que la situation du saumon sauvage est critique, parce que c'est exactement ce qu'elle est.

Monsieur Riddell, pouvez-vous parler de l'importance qu'aura le budget 2021 pour réagir à la situation critique du saumon sauvage? Vous avez parlé de ce qui pourrait se passer l'an prochain, au cours des cinq prochaines années et au cours des dix prochaines années si nous ne réagissons pas immédiatement à cette situation critique.

M. Brian E. Riddell: Eh bien, j'aimerais bien savoir ce qui se trouvera dans le budget lundi. J'entends dire qu'il y a un investissement dans le saumon sauvage. Je suis sûr qu'il sera très chaleureusement accueilli. Le fait de savoir si cela sera adéquat ou non est, à mon avis, une autre question, parce que je ne connais en réalité personne qui a eu son mot à dire dans l'établissement du montant.

La somme d'argent qui est requise doit supposer un engagement à long terme, et il sera important. Il n'y a pas vraiment lieu de cacher cela. Vous avez entendu chacun de nous donner des exemples de toutes les choses qui pourraient être faites et des problèmes. On doit s'occuper de nombreuses choses.

Je suis commissaire pour le Canada en ce qui a trait au Traité sur le saumon du Pacifique, donc je m'occupe de la question de M. Hauknes concernant la répartition entre les diverses zones et la réglementation.

Nous avons beaucoup d'excellentes personnes qui savent quoi faire. Le problème, c'est que nous ne possédons pas d'excellentes

données. Nous avons besoin de nous engager à comprendre ce qui se passe vraiment. Nous avons entendu parler de l'échantillonnage d'ADN. Nous le faisons depuis longtemps, mais cela ne s'appuie pas sur la quantité de saumons. Nous devons faire d'autres choses.

Ce que nous découvrons, c'est que nous devons examiner de près la dépendance aux écloseries, parce que je pense que la grande inconnue dans le cas du saumon, c'est...

[Français]

M. Maxime Blanchette-Joncas: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

Je veux vous mentionner qu'il n'y a pas d'interprétation présente. Je crois que la connexion Internet du témoin est très faible.

[Traduction]

Le président: Nancy ou Tina, pourriez-vous vérifier cela, s'il vous plaît?

J'ai arrêté le temps pour un instant, afin que nous puissions corriger le problème.

La greffière du Comité (Mme Tina Miller): Oui. Aimerez-vous suspendre les travaux pendant que nous examinons le problème?

Le président: Oui. Nous allons suspendre les travaux pour un instant.

• (1640)

(Pause)

• (1640)

Le président: Monsieur Blanchette-Joncas, entendez-vous bien maintenant?

[Français]

M. Maxime Blanchette-Joncas: Cela semble bien fonctionner, mais c'est intermittent. Je vois toujours le message que le signal Internet est faible.

• (1645)

[Traduction]

Le président: Il se peut que ce soit de votre côté plutôt que de celui de M. Riddell.

Nous allons essayer pour voir comment cela se passe.

Monsieur Riddell, continuez avec votre réponse. Nous allons attendre un peu avant de repartir la minuterie.

M. Brian E. Riddell: J'essaie de voir où nous étions rendus, mais je pense que le réel problème, c'est de savoir où nous investirons l'argent en vue de bâtir un avenir pour le saumon. Nous devons comprendre les effets prévus dans l'océan. Ensuite, nous saurons combien nous devons conserver et l'étendue des mesures que nous devons prendre au sujet de l'eau douce. La question devient plus compliquée; cela ne devient pas plus facile.

M. Gord Johns: Je le comprends et j'en suis conscient, tout particulièrement avec le réchauffement de l'océan, mais les choses que les humains peuvent faire...

Je vais peut-être poser cette question au capitaine Temple.

Nous avons un budget qui s'en vient. Nous savons dans notre région que le Fonds de restauration et d'innovation pour le saumon de la Colombie-Britannique n'a tout simplement pas été adéquat. Nous avons reçu beaucoup de demandes, et nombre d'entre elles ont été rejetées. Ces demandes non seulement visent à financer des projets essentiels, mais elles aident à mobiliser des volontaires que nous pouvons envoyer faire le travail important.

Monsieur Temple, pouvez-vous parler de nos besoins en ce qui concerne le seul rétablissement? Vous avez fait ce travail. Le NPDP demande une augmentation qui correspond à cinq fois le Fonds de restauration de la Colombie-Britannique.

Capt Josh Temple: Merci, monsieur Johns.

Je pense qu'il est important de mentionner que l'enthousiasme et la volonté ainsi que les données scientifiques sont tous présents. Ce qui nous fait défaut, de toute évidence, c'est un financement adéquat pour soutenir l'éventail et la multitude de projets qui, nous le reconnaissons tous, doivent être achevés.

La question est de savoir d'où vient l'argent. Cette question dépasse de loin mes compétences, mais je peux dire que nous devons d'abord nous concentrer sur la restauration de l'habitat, puis sur le contrôle des espèces envahissantes, et éventuellement, la production des éclosiers. Il n'y aura pas d'augmentation si l'habitat se détériore, et nous ne pouvons pas assurer la viabilité si l'habitat est rempli d'espèces envahissantes. C'est un cercle: restaurez l'habitat, retirez les espèces aquatiques envahissantes, et regarnissez au moyen de la production d'éclosiers, au besoin, et ce semble être le cas.

Cette marche à suivre est fortement appuyée par les données scientifiques et elle a été prouvée par des projets de rétablissement du saumon localisés très réussis. Il s'agit simplement de trouver la somme supplémentaire dont nous avons désespérément besoin, si nous avons l'espoir de parvenir à un véritable rétablissement.

Merci, monsieur Johns.

M. Gord Johns: Je crois, monsieur Temple, que la situation du saumon sauvage pourrait ressembler à celle de la morue de l'Atlantique, si nous n'agissons pas de toute urgence pour investir dans le rétablissement.

Pouvez-vous parler précisément de certains des partenariats qui sont mis au point sur le terrain et de l'importance de ces partenariats pour renforcer notre réaction à cette crise?

Capt Josh Temple: Monsieur Johns, je pense qu'il importe de reconnaître l'importance du savoir traditionnel des Premières Nations.

Puisqu'elles sont les gardiennes originales de ces terres, je pense que tout partenariat est voué à l'échec si nous ne nous appuyons pas fortement sur les conseils, l'information et le savoir écologique traditionnel des collectivités des Premières Nations pour tout ce qui concerne le saumon du Pacifique.

Conjointement avec les Premières Nations, nous avons aussi besoin d'organisations de restauration qui possèdent les connaissances techniques pouvant compléter les connaissances écologiques traditionnelles, pour que nous puissions mener le type de projets de restauration industrielle à grande échelle qui doivent se faire. Nous avons besoin des données scientifiques, évidemment, pour toutes les raisons qui font en sorte que l'étude scientifique ajoute à l'efficacité de la collaboration. Puis, nous devons obtenir l'appui des col-

lectivités locales, et enfin, le soutien du gouvernement, parce que quelqu'un doit payer pour cela, et que, en grande partie, beaucoup de travail a été réalisé avant l'existence du FRISCB et du Fonds pour la restauration côtière, et le financement était généré par des particuliers privés ou au sein des industries maritimes. Depuis lors, la province et le gouvernement fédéral sont fortement intervenus, et je pense que nous sommes sur la bonne voie; cependant, je pense que nous pouvons tous nous entendre sur le fait qu'il faut en faire davantage pour renverser la tendance apparente, qui est le déclin, encore et toujours.

Le président: Merci, monsieur Johns.

Nous allons maintenant passer à M. Calkins.

Allez-y, pour cinq minutes ou moins, s'il vous plaît.

M. Blaine Calkins (Red Deer—Lacombe, PCC): Merci, monsieur le président.

Je vais d'abord poser quelques questions à M. Temple concernant le crabe vert et le retard lié au financement du FRISCB qu'on avait demandé.

Pour avoir parlé avec des gens comme Ryan Chamberland, sur son quai dans le bassin Sooke, où je l'ai regardé capturer des crabes verts, je sais qu'il n'y a pas de marché pour cela, et il y a des limites de prises pour ces espèces envahissantes.

Monsieur Temple, je me demande simplement si vous pouvez me dire ce qui doit se passer pour qu'on puisse gérer le problème du crabe vert. Doit-on avoir plus de financement? Plus de prises? Y a-t-il un marché? Quelles sont les choses que nous pouvons faire?

Aussi, quelles sont les menaces réelles que pose le crabe vert? J'ai cru comprendre après avoir parlé à des gens sur la côte que l'habitat de zostère marine pourrait s'appauvrir en raison de ces espèces envahissantes. Est-ce le seul problème ou y a-t-il autre chose dans l'histoire?

• (1650)

Capt Josh Temple: Merci, monsieur Calkins. C'est une question large, et je ferai de mon mieux pour y répondre le plus rapidement possible.

Tout d'abord, le crabe européen est reconnu comme une des espèces envahissantes les plus mortelles du monde. Ce sont des ingénieurs de l'écosystème. Ils ont prouvé leur capacité de reconstruire en totalité les écosystèmes du littoral, comme nous le montre ce qui s'est produit dans les régions de l'Atlantique de notre pays, où le crabe vert s'est établi des décennies plus tôt qu'il ne l'a fait ici, dans la région du Pacifique. Il cible non seulement l'habitat très critique du jeune saumon sauvage dans les herbiers de zostères, mais il y a aussi des données probantes empiriques montrant qu'il s'installe dans les rivières et nettoie les frayères à saumons pour se nourrir également des œufs.

Comme je l'ai dit plus tôt dans ma première question et ma réponse, on l'a aussi souvent vu se nourrir du jeune saumon sauvage lorsqu'il quitte sa rivière natale et passe du temps d'élevage dans cet habitat de zostères également.

Il est donc très important que nous comprenions davantage comment il touche le saumon sauvage du Pacifique ici, dans notre région.

Quant à savoir ce que nous pouvons faire de plus, je pense qu'il y a eu un effort concerté par les secteurs des espèces aquatiques envahissantes du MPO et les domaines scientifiques du MPO, les Premières Nations côtières et des ONGE comme la nôtre pour vraiment comprendre la meilleure façon d'aller de l'avant et de s'attaquer au problème du crabe vert.

Il y a de nombreuses inconnues qui exigent une étude scientifique concertée, mais en réalité, ce que nous devons faire pour ramener les choses à l'essentiel, c'est de faire sortir le plus grand nombre de crabes verts de l'eau le plus rapidement possible. Nous devons adopter une approche de précaution, parce que nous devons comprendre les meilleures méthodes de capture industrielle ciblée, et je pense que certains des progrès que nous avons réalisés au cours de la dernière année et demie pour comprendre la meilleure façon de procéder seront utilisés très rapidement.

Pour terminer, j'aimerais juste dire que, même si nous aimerions voir les pièges mis à l'eau le plus rapidement possible, nous reconnaissons qu'il y a eu des retards importants, probablement attribuables au fait que le Canada et le reste du monde se sont retrouvés dans une pandémie mondiale et, manifestement, le fait d'assurer la sécurité de nos citoyens l'a emporté sur tout le reste, mais nous voyons des progrès importants, et j'espère que nous aurons quelques bonnes nouvelles au cours des prochaines semaines ou des prochains mois pour ce qui est de mettre des pièges à l'eau le plus rapidement possible.

Merci.

M. Blaine Calkins: La volonté est donc là, les gens sont là et la capacité l'est aussi, mais c'est juste une question d'obtenir les ressources et de mettre les pièges à l'eau?

Capt Josh Temple: C'est exact, et je pense que le soutien doit venir d'en haut, d'Ottawa, puis avoir des retombées.

M. Blaine Calkins: Vous avez mon appui, pour ce que cela vaut.

Monsieur Temple, vous avez parlé des pinnipèdes dans votre déclaration liminaire.

Étant donné qu'il s'agit d'un enjeu sensible sur le plan politique et que la législation sur la protection des mammifères marins élimine essentiellement cette partie de l'écosystème du volet sur la gestion de l'habitat sauvage de notre approche de gestion des écosystèmes, de façon assez étrange, quels conseils donneriez-vous au Comité ou à quiconque prend une décision sur les effets de cette situation?

Comment pourrions-nous gérer élégamment le pinnipède dans le cadre de l'approche reposant sur l'équilibre des écosystèmes en vue de préserver le saumon?

Capt Josh Temple: Merci, monsieur Calkins. Je pense que nous reconnaissons tous que c'est une question délicate. Tout d'abord, nous devons nous appuyer sur les données scientifiques. Je pense que la science a montré que la population de pinnipèdes a un effet extrêmement néfaste sur toutes les catégories d'âge du saumon ici, dans la région du Pacifique.

Nous devons peut-être examiner nos cohortes aux États-Unis, qui ont déjà entrepris des programmes de contrôle des pinnipèdes. C'est une décision difficile. Nous avons vu cela avec la gestion du caribou et l'abattage sélectif des loups, pour sauver ce qu'il reste de caribous dans certaines régions. Je pense que, à mesure que nous allons de l'avant, des décisions difficiles devront être prises. Je suis certainement heureux que ce ne soit pas à moi de les prendre. Cependant, je souhaite à ceux qui participeront peut-être à l'appel au

Comité aujourd'hui la meilleure des chances pour prendre cette décision. Ce sera une décision difficile, mais elle est entièrement soutenue par la science.

Le président: Monsieur Calkins, votre temps est écoulé. Merci.

Monsieur Morrissey, vous avez cinq minutes ou moins, s'il vous plaît.

M. Robert Morrissey (Egmont, Lib.): Merci, monsieur le président.

Monsieur Temple, pour donner suite à la question de M. Calkins, vous nous avez dit que les États-Unis avaient commencé à assurer un contrôle des pinnipèdes. Pourriez-vous en parler un peu plus?

Capt Josh Temple: Oui. Merci, monsieur Morrissey. À ma connaissance, au cours des deux dernières années, l'Oregon et l'État de Washington ont participé au contrôle des otaries, en particulier, dans un certain nombre de rivières de l'ensemble de l'État de Washington et de l'Oregon — en particulier, je crois, dans la rivière Willamette et les affluents du fleuve Columbia, où les otaries de Californie et de Steller se sont révélées très efficaces en utilisant les structures des barrages et les régions des cols étroits pour s'en prendre aux montaisons de saumon qui viennent frayer et aux saumoneaux aussi en migration.

• (1655)

M. Robert Morrissey: Vous avez parlé du crabe vert, et il a aussi toujours été question des phoques. Lequel des deux est le plus nuisible pour les stocks de saumon, à votre avis?

Capt Josh Temple: Monsieur Morrissey, voulez-vous savoir lequel des deux, d'après moi, est le plus nuisible, entre le crabe vert et le phoque?

M. Robert Morrissey: Oui.

Capt Josh Temple: Ce serait préférable de laisser la science répondre à cette question. C'est au-dessus de mes qualifications. Je suis certain que les deux ont un impact néfaste, mais ce serait impossible pour moi de quantifier lequel est le plus nuisible. Je ne crois pas que nous en savons assez sur le crabe vert jusqu'ici pour tirer des conclusions, malheureusement. Nous espérons que ce soit possible bientôt.

M. Robert Morrissey: Mais pour le Comité, pourriez-vous confirmer que le contrôle des pinnipèdes devrait faire partie des mesures pour rétablir les stocks de saumon?

Capt Josh Temple: Je crois que si les données scientifiques objectives appuient le contrôle des pinnipèdes, alors nous ne pouvons pas fermer les yeux sur des études évaluées par les pairs et des données scientifiques prouvées. Peut-être que M. Riddell devrait répondre à ces questions. Son expertise scientifique surpasse nettement la mienne.

Merci de vos questions, monsieur Morrissey.

M. Robert Morrissey: Merci.

Monsieur Hauknes, vous avez dit dans votre déclaration, en ce qui concerne la collecte de données, qu'il y avait un écart entre le taux de capture des Premières Nations et le taux de capture commerciale. Vous ai-je bien compris? Pouvez-vous nous donner plus de détails à ce sujet?

M. Robert Hauknes: Oui. Dans la pêche commerciale, nous avons un registre que nous devons tenir. Nous consignons chaque poisson que nous attrapons. Une fois rendu au quai, le registre est contrevérifié par rapport à ce qui est déchargé. Nous devons rendre des comptes à un organisme gouvernemental, à nos frais.

Du côté des Premières Nations et de la pêche récréative, il y a aussi une collecte de données, mais elle est très loin de refléter exactement la véritable quantité pêchée. Il y a énormément de poissons, qui sont utilisés à des fins alimentaires, sociales ou rituelles, qui ne sont pas consignés. Les pêcheurs récréatifs ne prennent pas de notes non plus. Il y a des camps de pêche qui recueillent des données, dans une certaine mesure, et qui les transmettent. Quand vous avez un permis de pêche récréative, vous êtes effectivement tenu de rendre des comptes, parfois. Il y a un sondage, et vous devez dire combien de poissons vous avez attrapés en un mois, mais à l'extérieur du mois...

Quand j'ai été pêché en novembre, j'ai attrapé des crevettes, entre autres. J'ai dû le rapporter, en tant que pêche récréative. Mais ensuite, si j'étais allé faire de la pêche à la traîne pour attraper du saumon quinnat, et il est écrit nulle part que je devais le divulguer.

Je dirais donc qu'il faudrait en faire plus du côté de la collecte des données, afin qu'on puisse savoir combien de ressources ont été enlevées.

M. Robert Morrissey: Nous y reviendrons peut-être, si j'ai une autre occasion.

Monsieur Riddell, vous avez dit, par rapport aux stocks de saumon, que nous pouvions prendre des mesures de prévention terrestres pour contrôler l'habitat de diverses sources. Vous avez dit que nous devons comprendre les résultats probables pour l'océan, parce que c'est justement ce qui va le plus influencer la santé des stocks de saumon.

À quel point est-ce essentiel de comprendre que l'impact des changements climatiques sur l'océan est l'une des principales raisons du déclin des stocks?

M. Brian E. Riddell: C'est très important, présentement. L'océan a soutenu les saumons de façon très stable pendant de nombreuses années. Nous avions beaucoup d'outils qui pouvaient prédire n'importe quel retour à 10 ou 20 % près. Maintenant, la marge d'erreur est plus de 100 fois plus grande. Il y a de nombreux outils qui ne sont plus utilisables.

C'est un gros défi, mais pour pouvoir décider de la meilleure façon de procéder et de la façon d'investir votre argent, il faut que vous compreniez à quel point cela a un effet grave sur l'océan, et où, particulièrement. Par exemple, dans le meilleur des cas, ce serait possible d'ouvrir plus d'écloseries si le problème était seulement qu'il faut produire plus de saumons. Le problème, c'est que si vous produisez des saumons qui vont rejoindre l'océan, et que vous savez qu'ils ne vont pas survivre, alors une meilleure idée serait d'investir votre argent dans les divers programmes de restauration de l'habitat en Colombie-Britannique, de soutenir les collectivités et d'ouvrir des écloseries à petite échelle pour rétablir les cours d'eau communautaires. Comme M. Temple l'a dit, tirer parti des gens de la collectivité pour accroître le nombre de reproducteurs.

Les saumons ont des habitats multiples, mais le seul qui a une incidence sur tous les saumons, c'est l'océan. C'est pour cette raison que les gens se rendent compte que c'est de plus en plus important de le comprendre. Pour être honnête, nous avons une bien piètre

compréhension des liens entre le climat, les océans et le saumon. Nous n'avons tout simplement pas mis assez d'efforts de ce côté-là. C'est difficile, et le Canada n'est pas suffisamment bien préparé à cela; nous n'avons même pas de navires de pêche hauturière. Nous avons le chalutier de la côte Ouest, mais il fait partie de la Garde côtière, et elle ne peut pas le laisser aller jusqu'au centre du Pacifique, parce qu'il ne pourrait pas revenir s'il y avait une urgence. Cela veut dire que nos recherches coûtent très cher, parce que nous devons trouver des navires et de l'argent pour payer ces navires.

• (1700)

Le président: Merci, monsieur Morrissey.

Souhaitons à nouveau bonjour à Mme Gill.

C'est votre tour. Vous avez deux minutes et demie ou moins.

[Français]

Mme Marilène Gill (Manicouagan, BQ): Je vous remercie, monsieur le président.

Je tiens à remercier l'ensemble des témoins d'être avec nous aujourd'hui.

Monsieur Riddell, vous nous parlez de climat, d'océan et de leurs liens avec le saumon. On s'entend pour dire que la solution sera de longue haleine, mais, à très court terme, que devrions-nous faire sur le plan de la recherche et des investissements pour redresser la situation?

[Traduction]

M. Brian E. Riddell: Comme je l'ai dit dans mes commentaires, tous ces habitats sont interreliés. Si nous savons qu'il y a un problème avec l'océan, cela veut dire que nous devons prendre des mesures supplémentaires à l'égard des autres habitats. Une caractéristique commune des saumons est qu'ils passent par des estuaires. Donc, rétablir et préserver nos estuaires pourrait être très bénéfique. Cela pourrait être fait conjointement avec l'échantillonnage des crabes verts dont nous avons parlé et leur élimination.

La grande question est alors: qu'est-ce que nous faisons du côté de la gestion des eaux et des habitats terrestres. Il y a énormément de mesures possibles que nous pouvons prendre, de ce côté-là. Le problème, c'est que ce n'est pas utile. Ce qu'il faut faire, c'est mettre suffisamment de mesures en place pour vraiment avoir une incidence sur la survie des saumons. Cette idée d'avoir une grande multitude d'activités, c'est bon pour l'engagement communautaire, c'est excellent pour cela, et c'est une bonne chose de soutenir les collectivités des Premières Nations de la Colombie-Britannique, mais ce ne sera peut-être pas suffisamment efficace pour vraiment accroître l'importance d'un stock de saumon donné.

C'est le genre de compromis difficiles que nous devons faire, mais il y a tout de même plein de mesures que nous pouvons prendre par l'intermédiaire des collectivités, comme M. Temple l'a dit. La Fondation du saumon du Pacifique travaille avec 345 organismes communautaires reconnus en Colombie-Britannique, et ils sont tous capables de faire du bon travail local.

[Français]

Mme Marilène Gill: Je vous remercie, monsieur Riddell.

Si je comprends bien, parmi les mesures que vous avez mentionnées, aucune n'est urgente, selon vous.

Pour ce qui est des investissements que pourrait faire le gouvernement, y a-t-il des mesures qui devraient être considérées comme prioritaires? Vous avez donné plus de quatre exemples dans votre allocution de départ.

[Traduction]

M. Brian E. Riddell: Eh bien, l'argent du gouvernement pourrait aussi être utilisé comme capital d'amorçage. Souvent, nous travaillons avec des groupes communautaires, et la fondation ne finance que 50 % du travail. Vous seriez surpris de voir à quel point les collectivités sont capables d'amasser des fonds. Si vous leur donnez quelque chose pour commencer — si vous leur fournissez un capital d'amorçage —, elles sont capables d'énormément de choses. Elles peuvent obtenir des dons des entreprises forestières pour l'ensemencement, travailler avec divers groupes pour rétablir les rivages et travailler dans les estuaires. Nous avons des collectivités des Premières Nations, à l'île de Vancouver, qui travaillent activement au rétablissement de la végétation dans les estuaires; elles enlèvent les vieux bateaux. Il y a énormément de choses qu'on peut faire, mais ce capital d'amorçage dont nous avons tous parlé est nécessaire.

• (1705)

Le président: Merci, madame Gill.

La parole va maintenant à M. Johns, pour deux minutes et demie ou moins.

M. Gord Johns: Monsieur Riddell, vous avez beaucoup parlé des interrelations. Vous avez parlé du climat, de l'océan et des saumons. Comme vous le savez, il y a un énorme débat qui a commencé à propos du hareng, dans la mer des Salish, et je dirais même dans toute la Colombie-Britannique. D'après ce que j'en sais, le gouvernement est loin d'avoir fait du bon travail pour ce qui est d'étudier les interrelations entre les diverses espèces, en particulier les poissons fourrages. Pouvez-vous faire des commentaires sur les efforts du gouvernement et sur ce qui devrait être fait, selon vous, en matière de recherche et d'études scientifiques sur cette question?

M. Brian E. Riddell: Eh bien, il n'y a pas seulement le hareng, monsieur Johns. Comme vous le savez sans doute, il existe de nombreuses espèces de poissons fourrages. Le hareng est bien sûr l'espèce la plus abondante. Pour ce qui est de notre compréhension de ce que j'appellerais « la dynamique » — c'est-à-dire ce qui détermine le recrutement du hareng lors d'une année donnée —, je crois qu'il y a des gens qui travaillent là-dessus. Nous parlions justement des façons de rétablir les anciennes zones de frai du saumon en déplaçant le frai pour accroître sa distribution. Il y en a d'autres, comme le lançon, et d'autres espèces, comme l'eulachon, et ce que nous faisons, c'est modifier le rivage, en délaissant le ciment et les gros rondins. Nous le ramenons à son état naturel, afin de rétablir la dynamique des plages et tout le frai des poissons fourrages. Si nous pouvons accroître le nombre de poissons fourrages, il y a une grande possibilité que nous puissions réduire énormément la prédation des saumons juvéniles par les phoques dans le détroit de Georgie. Les phoques ne raffolent pas du saumon, mais ils vont en manger s'il y en a. Ils aiment beaucoup plus manger du hareng.

M. Gord Johns: Fantastique. Merci de votre réponse.

Vous avez parlé des fermes salmiconiques, et nous savons que le gouvernement libéral s'est engagé, dans sa lettre de mandat — c'était même une de ses promesses électorales en 2019 —, de délaissier la salmiconiculture en parcs en filet. Bien évidemment, il y a des problèmes liés aux agents pathogènes des poux de la mer, aux poissons qui s'échappent et, à présent, à la pourriture buccale et à la

mortalité massive. Selon vous, le gouvernement remplit-il son mandat et sa promesse de 2019, et croyez-vous aussi que ce que fait le gouvernement est clair?

M. Brian E. Riddell: Eh bien, je crois que son intention est claire, même s'il reste à voir exactement ce qui a été fait. Monsieur Beech ressent bien sûr la pression de faire quelque chose très rapidement. Si nous adoptons davantage un style d'élevage en parc clos, cela va évidemment réduire les interactions. Ce serait une bonne chose pour les saumons sauvages du Pacifique.

M. Gord Johns: Croyez-vous qu'il est urgent présentement que le gouvernement agisse?

M. Brian E. Riddell: Eh bien, comme vous l'avez entendu, il y a une certaine urgence, partout, en ce qui concerne le saumon sauvage du Pacifique. Il n'y a pas que les fermes salmiconiques. C'est une préoccupation très vaste. Dans toute la région du centre de la côte, la production de saumon rose et de saumon kéta est très faible. Ce n'est pas de la salmiconiculture, mais les gens sont tout aussi préoccupés que ceux du Sud de la Colombie-Britannique. Nous ne pouvons pas nous attacher trop à un seul problème. Il y a de nombreuses populations, et elles méritent toutes d'être rétablies.

M. Gord Johns: Merci.

Me reste-t-il du temps, ou est-ce que j'ai fini, monsieur le président?

Le président: Votre temps est écoulé, monsieur Johns.

La parole va maintenant à M. Mazier, pour cinq minutes ou moins.

M. Dan Mazier (Dauphin—Swan River—Neeopawa, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci à tous les témoins d'être avec nous cet après-midi.

Monsieur Riddell, j'aimerais revenir sur quelque chose que vous avez dit plus tôt. Avez-vous dit que personne, à votre connaissance, n'avait été consulté sur le financement lié au saumon du Pacifique dans le prochain budget fédéral?

M. Brian E. Riddell: Eh bien, j'espère que ce n'est pas le cas. Ce que j'ai dit, c'est que, à ma connaissance, personne n'a participé directement à même une de ces discussions. J'ai travaillé au ministère des Pêches et Océans pendant 30 ans là-dessus — j'étais l'un de ses scientifiques en chef —, et dans mon travail pour la Fondation du saumon du Pacifique, je discute avec des gens dans toute la Colombie-Britannique, et je dois admettre, comme je le disais à des gens hier, que j'ai été un peu surpris de n'avoir rien entendu à propos de consultations, parce que tout cela pourrait être un effort extrêmement important. Comme je l'ai dit très clairement, il y a beaucoup, beaucoup de personnes qui sont préoccupées, alors j'espère sincèrement qu'il y a eu de vastes consultations auprès des Premières Nations et des autres groupes d'intervenants. Je dois malgré tout admettre que je ne suis au courant d'aucun groupe qui aurait été consulté.

M. Dan Mazier: C'est plutôt préoccupant, à mon avis. Nous ne savons tout simplement rien. Nous allons attendre lundi, et nous verrons bien ce qui va arriver.

M. Brian E. Riddell: C'est certainement une préoccupation, pour moi.

M. Dan Mazier: Vous avez tous mentionné qu'il était important d'agir rapidement pour rétablir le saumon du Pacifique. Capitaine Temple, croyez-vous que le gouvernement a rempli ses promesses à ce chapitre?

• (1710)

Capt Josh Temple: Je crois que le gouvernement en fait beaucoup. Je crois que les Premières Nations, les organismes non gouvernementaux, les provinces et les divers ministères du gouvernement fédéral en font beaucoup. Je crois qu'on a dépensé beaucoup d'argent, mais je suis un fervent partisan de la science; il faut des résultats observables, et ce qu'on observe, par rapport aux saumons du Pacifique, c'est que leur nombre continue de diminuer dans toute leur aire de répartition.

La question qu'il faut se poser, c'est est-ce qu'on en fait assez? Si ce qu'on faisait était suffisant, on verrait l'inverse. Tout le monde a la responsabilité d'en faire plus, et pas seulement le gouvernement fédéral.

M. Dan Mazier: Disons que le gouvernement fédéral continue d'agir comme il le fait présentement, selon vous, dans quel état sera le saumon du Pacifique dans l'avenir? Il va y avoir des conséquences, au bout du compte, n'est-ce pas?

Capt Josh Temple: Si on ne prend pas les mesures d'urgence, la population va diminuer, et passé une certaine limite, il y aura une extinction massive. Nous en sommes déjà très près.

C'est quelque chose que j'ai constaté dans les bassins versants près de chez moi, à la baie Clayoquot, il n'y avait absolument aucun saumon qui remontait. La même chose se produit dans de nombreux petits cours d'eau, dans toute la province, et c'est certain qu'il y a des bassins versants plus importants qui sont très près de la limite.

Sans mesures d'urgence et sans financement, si nous n'agissons pas, alors, comme je l'ai dit dans ma déclaration, peut-être qu'il y aura une extinction massive du saumon de mon vivant.

M. Dan Mazier: Wow.

Monsieur Riddell, vous avez dit dans vos commentaires précédents qu'il était important que les gouvernements fédéral et provinciaux collaborent pour rétablir les stocks de saumon du Pacifique.

Croyez-vous que le gouvernement fédéral en a fait assez en matière de collaboration?

M. Brian E. Riddell: Vous voulez savoir si la collaboration a été suffisante, mais seulement en ce qui concerne le gouvernement fédéral? Cela me semble un peu contradictoire par rapport au concept de collaboration.

Il n'y a pas eu une collaboration assez efficace avec la province de la Colombie-Britannique. La Colombie-Britannique assume la responsabilité en ce qui a trait à l'eau douce, le paysage terrestre, les pratiques forestières, les mines, etc. Nous ne pouvons pas séparer les deux, alors les deux ordres de gouvernement doivent travailler main dans la main.

Il y a d'énormes possibilités de collaboration. Il y a des gens partout qui sont préoccupés par le saumon. Il n'y a pas que le capitaine Temple sur la côte Ouest. Il y a de petites collectivités sur la côte Nord que cela concerne aussi beaucoup. J'ai commencé toute ma carrière à Prince Rupert, et je me suis entièrement dévoué à des groupes des Premières Nations. Il y a énormément de gens qui auraient la capacité de collaborer et avec qui on pourrait travailler sur ces projets.

Cependant, nous avons besoin de déployer des efforts à grande échelle pour éviter que ce soit des régions particulières qui soient

sélectionnées. Nous avons besoin de programmes qui soient vastement répartis.

M. Dan Mazier: Est-ce que vous avez constaté un changement? Mis à part la COVID et tout le reste, croyez-vous que le gouvernement fédéral s'est réorienté pour le meilleur ou pour le pire? Comment se porte la collaboration avec les provinces et, bien sûr, avec tous les ordres de gouvernement? Selon ce que vous avez vu, est-ce que la collaboration se fait différemment depuis les cinq dernières années?

M. Brian E. Riddell: En ce qui concerne le Fonds de restauration et d'innovation pour le saumon de la Colombie-Britannique, environ un tiers ou 40 % provenaient de la province, et le reste, du gouvernement fédéral. C'est une collaboration qui constitue un énorme pas dans la bonne direction. J'ai entendu des rumeurs dans la province selon lesquelles il y aura un deuxième Fonds de restauration et d'innovation pour le saumon de la Colombie-Britannique. Donc, on va continuer de fournir des fonds pour cela. C'est une autre indication claire.

Est-ce qu'il y a plus de collaboration dans le cadre des projets? Non, à moins de travailler en ce sens. Nous continuons de mettre en place un certain nombre de programmes scientifiques. Nous faisons beaucoup de travail en ce qui concerne l'aménagement près des côtes, etc. Mais le fait est qu'il faut y mettre du sien et bâtir ces collaborations. Il y a ces énormes vases clos. C'est quelque chose dont on parlait.

Pour ce qui est de la collaboration au sein du gouvernement fédéral seulement, c'est difficile de faire en sorte qu'Environnement et Changement climatique Canada, le ministère des Pêches et Océans et Ressources naturelles Canada travaillent ensemble. Mis à part les groupes à l'extérieur du gouvernement fédéral, il y a énormément de possibilités d'amélioration à l'intérieur.

Le président: La parole va maintenant à M. Hardie, pour cinq minutes ou moins.

M. Ken Hardie: Merci, monsieur le président.

Je partage mon temps avec Mme May, parce que je sais qu'elle a toujours une excellente question à poser.

J'ai seulement une question, pour M. Riddell, mais je vais laisser le capitaine Temple faire les commentaires à ce sujet, ensuite.

Monsieur Riddell, vous nous avez donné un chiffre intéressant: la Fondation du saumon du Pacifique travaille avec 345 groupes. J'imagine qu'il y en a bien davantage, des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux.

Selon vous, y a-t-il quelqu'un qui surveille tout cela, pour assurer la coordination et optimiser les efforts, et surveiller l'argent qui est donné à tous ces organismes individuellement, pour faire en sorte que nous obtenions effectivement, dans l'ensemble, les meilleurs efforts possible par rapport à l'argent investi?

• (1715)

M. Brian E. Riddell: Pour être franc, 345 organismes, c'est suffisant pour nous. Je ne doute pas qu'il pourrait y en avoir plus, mais à dire vrai, nous avons un nombre fixe pour une raison. Nous nous occupons de gérer leur argent.

M. Ken Hardie: Excusez-moi, monsieur Riddell, mais est-ce quelqu'un assure la coordination?

Y a-t-il quelqu'un qui surveille et qui dit: « Regardez, il y a des gens qui font ceci, et d'autres qui font cela, alors y a-t-il des lacunes dans ce qui est fait? »

Est-ce que les ressources que nous avons présentement sont insuffisantes pour gérer tout le paysage, avant de songer à investir davantage?

M. Brian E. Riddell: D'accord. Je suis vraiment désolé, mais j'avais mal compris. C'est une question très importante.

Pour être parfaitement honnête, j'ai personnellement répondu « non » plusieurs fois. En ce qui concerne le rétablissement, la planification n'est pas adéquate. Quand nous fournissons des fonds, nous ne déployons aucun effort pour trouver les programmes. Nous finançons et soutenons les programmes qui nous sont proposés.

Il y a un vaste éventail d'organismes qui proposent des choses, et cela ne nous permet pas nécessairement d'avoir un programme cohérent. C'est pour cela que je crois que nous devons avoir... Tout va très bien avec l'argent. Je suis absolument convaincu que ces personnes vont bien utiliser les fonds, mais nous pourrions les aider beaucoup plus si nous élaborions un plan pour que ces personnes puissent travailler ensemble.

M. Ken Hardie: Je comprends.

Sur ce, je vais céder la parole à Mme May.

Le président: Allez-y, madame May.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Merci beaucoup.

Monsieur le président, faites-moi signe quand je dois m'arrêter.

Je vais m'adresser à M. Riddell, mais je souhaite remercier tout d'abord tous les témoins. J'aurais aimé avoir un peu plus de temps, mais je suis tout de même reconnaissante pour ce que j'ai.

Monsieur Riddell, j'ai été vraiment abasourdie par le chiffre que vous avez mentionné, l'augmentation moyenne de trois à quatre degrés Celsius à long terme de la température de nos eaux. Cela est lié, présentement, à l'augmentation d'un degré Celsius de la température moyenne à l'échelle mondiale, en comparaison d'avant la révolution industrielle. Si la tendance se maintient, la température mondiale va augmenter de trois à quatre degrés.

Si la température de l'eau est déjà plus élevée que la moyenne mondiale de trois à quatre degrés, savez-vous s'il y a des études scientifiques qui ont été menées et qui montrent que le saumon pourrait même survivre si nous nous en tenons autant que possible à la cible de l'accord de Paris de 1,5 degré ou de moins de deux degrés? Je trouve cette information terrifiante.

M. Brian E. Riddell: Eh bien, je redoutais cette question, madame May, mais c'est une question très avisée.

Pour que ce soit clair: l'augmentation de trois à quatre degrés est l'écart maximal. Quand vous regardez des cartes de l'océan, vous pouvez voir la variation selon la couleur, mais quand il y a ce genre d'extrêmes, cela veut dire que les autres eaux aux alentours vont tout de même être chaudes... assurément dans l'écart que vous avez mentionné.

Vous avez soulevé un point très important. Nous avons toutes ces projections et tous ces modèles à l'échelle mondiale, mais nous avons très peu de prédictions en ce qui concerne ce qui va se passer à long terme dans l'océan. L'océan est un milieu très dynamique.

Même dans le Pacifique, il y a de nombreux courants, et les saumons les utilisent tous à diverses fins.

D'ailleurs, nous sommes en train d'élaborer un vaste programme, dans le cadre de la Décennie des Nations unies des sciences océaniques au service du développement durable. Notre projet correspond exactement à ce que vous venez de dire. Nous voulons mettre en place un programme pour établir des liens entre les changements climatiques et les conséquences dans l'océan sur les ressources des pêches, puis sur les collectivités de la Colombie-Britannique, parce que ce seront ces collectivités, au bout du compte, qui paieront le prix.

C'est quelque chose que nous pouvons faire pour le saumon. C'est une occasion idéale pour ce genre de travail, mais il sera onéreux de travailler en haute mer pendant de nombreuses années. Je ne crois pas que cela sera possible si nous avons...

Mme Elizabeth May: Si cela dure dix ans, monsieur Riddell, n'allons-nous pas manquer de temps, d'après ce qui est indiqué dans le rapport spécial du GIEC sur le réchauffement de 1,5 degré? Si nous ne prenons pas de mesures draconiennes... Mon ami, M. Gord Johns, a dit que ce n'était pas vraiment quelque chose que nous pouvons contrôler, mais je crois que c'est faux. Plus vite nous délaissions les combustibles fossiles et rétablissons la séquestration, le plus rapidement nous pourrions conserver un environnement marin habitable pour nos saumons.

M. Brian E. Riddell: Je ne crois pas que nous allons perdre les saumons d'ici dix ans, peu importe ce qui arrive. Il va peut-être y en avoir moins ici et là, à cause de la détérioration de l'habitat, mais ils sont très résilients. Ils savent s'adapter à ce qui leur arrive. Leur habitat est énorme. Vous ne pouvez pas croire à quel point, à moins de le voir de vos yeux.

Je crois que le problème dont il est question ici et que nous laissons tout simplement de côté, c'est ce que vous avez demandé: « Dans quelle mesure les changements climatiques vont-ils avoir un impact sur nos océans? » Puis, qu'est-ce que cela veut dire pour nos ressources halieutiques. Je crois que c'est à ces questions que nous devons vraiment nous attaquer maintenant.

• (1720)

Mme Elizabeth May: Je suis sûre que je suis à court de temps. J'aurais aimé poser une question au capitaine Temple. Je veux remercier tous les témoins de nous avoir fait part de leurs préoccupations.

Le président: Vous aurez peut-être encore un peu de temps plus tard, madame May. Avec un peu de chance, quelqu'un vous donnera du temps pour que vous puissiez poser une autre question.

La parole va maintenant à M. Arnold, pour cinq minutes ou moins.

M. Mel Arnold: Merci, monsieur le président.

Monsieur Riddell, je vais m'adresser de nouveau à vous.

En septembre dernier, le MPO a publié les neuf évaluations scientifiques du Secrétariat canadien de consultation scientifique sur les divers agents pathogènes. La conclusion est qu'ils ne posent pas plus qu'un risque minime aux saumons sauvages.

Êtes-vous d'accord avec ces évaluations, et pourquoi et pourquoi pas?

M. Brian E. Riddell: Malheureusement, nous ne sommes pas d'accord. Je dis « nous », parce que la Fondation du saumon du Pacifique a préparé une réponse écrite, et nous l'avons envoyée au ministère pour lui faire part de nos préoccupations à propos de ces neuf évaluations. Une lacune évidente est que rien n'a été fait sur les poux de mer. Il n'y a eu absolument aucun examen des poux de mer depuis 2012. Nous avons environ une décennie de connaissances supplémentaires sur cette espèce.

Nous sommes préoccupés des statistiques ainsi que de la façon dont on définit un « risque minime ». Votre définition sera sûrement différente de la mienne et de celle du reste du monde. Il y a un problème fondamental, par rapport à la façon dont les évaluations sont faites, concrètement. Nous avons documenté nos préoccupations à propos de l'étude sur le RVP, de l'étude sur la bactérie *Tenacibaculum* ainsi que sur l'absence d'études sur les poux de mer.

Ces évaluations ne tiennent même pas compte des effets cumulatifs de tout cela. Leurs conséquences sont rarement isolées. Les évaluations ne tiennent pas compte non plus des effets écologiques. Un exemple d'effet est le virus de la septicémie hémorragique virale, un virus qui est transmis du hareng au saumon, puis retransmis au hareng. C'est un exemple parfait de nos préoccupations à propos du fait que les piscicultures amplifient le nombre de bactéries, et ainsi de suite.

M. Mel Arnold: Merci.

Poursuivons. En 2012, le juge Cohen a conclu qu'il était nécessaire de réduire la quantité de polluants ayant un impact sur le saumon sauvage du Pacifique. En 2014, le gouvernement fédéral a annoncé les premières normes nationales du Canada pour le traitement des eaux usées. L'été dernier, le gouvernement actuel a entrepris de reporter les échéances pour la mise en œuvre des normes pour le traitement des eaux usées.

Selon vous, dans quelle mesure la pollution d'origine hydrique a-t-elle une incidence sur le saumon du Pacifique, en particulier dans les estuaires et le reste?

M. Brian E. Riddell: Pour être honnête, monsieur Arnold, il y a très peu de documentation à ce sujet au Canada. Nous avons énormément d'information sur la qualité de l'eau. Je ne crois pas que ce soit un facteur aussi grave que les autres. À mon avis, une préoccupation plus pressante serait la perte continue de l'habitat dans l'estuaire du Fraser, par exemple.

À la lumière d'une partie du travail que nous avons fait dans le détroit de Puget, dans le cadre de notre programme de survie dans la mer des Salish, il est clair qu'il y a des polluants particuliers qui nuisent à la survie des saumons quinnats et des saumons coho. Il y a des programmes, et le MPO est en train d'intervenir: il rétablit divers programmes sur les contaminants dans le détroit de Georgie.

Je ne crois pas que nous ayons beaucoup d'information à jour, mais le ministère prend des mesures pour que cela s'améliore. Je crois que c'est un problème auquel nous allons devoir nous attaquer, pour la suite des choses. Ce sera un élément dans l'ensemble, mais je ne crois pas que c'est une composante importante pour l'instant.

M. Mel Arnold: Merci.

Je vais m'adresser à M. Hauknes, maintenant.

Monsieur Hauknes, selon vous, combien de saumons un navire de pêche commercial ordinaire attrape-t-il, en Colombie-Britannique?

M. Robert Hauknes: Cela dépend vraiment du type d'engin de pêche que vous utilisez. Un bateau de pêche à la senne pourrait attraper autant de poissons que j'en attrape dans un filet fixe. Cela dépend surtout de l'espèce que vous voulez attraper, des pressions que l'espèce peut endurer et du type d'engin de pêche.

Si vous me demandez ce que j'attrape, moi, je dirais environ 1 000 saumons quinnats par année, probablement entre 4 000 et 5 000 saumons coho, puis quelque part entre 4 000 et 6 000 saumons roses.

M. Mel Arnold: Merci.

En 2016, le ministre fédéral des Pêches et des Océans s'est rendu à Vancouver et a promis à la population de la Colombie-Britannique que le gouvernement allait rétablir les stocks de saumon du Pacifique. Cela fait cinq ans maintenant.

Diriez-vous que le gouvernement a rétabli les stocks de saumon du Pacifique?

M. Robert Hauknes: Je ne dirais pas nécessairement qu'il les a rétablis. Il a peut-être réussi à rétablir certaines populations, mais, de façon générale, il n'y a pas eu d'augmentation dans ma récolte.

• (1725)

M. Mel Arnold: Merci.

Pouvez-vous me donner une idée du genre d'investissement de capitaux dont a besoin un nouveau pêcheur commercial de saumon en Colombie-Britannique? Est-ce que cela intéresse qui que ce soit, vu l'état des stocks de saumon actuellement?

M. Robert Hauknes: Un permis de pêche à la traîne dans le secteur Nord coûte environ entre 160 000 et 180 000 \$, selon la taille du navire. Le bateau va coûter au moins 100 000 \$, si vous achetez un vieux bateau en bois, et cela peut aller jusqu'à 500 000 \$ pour un beau bateau en fibre de verre. Vous allez probablement devoir déboursé quelque chose entre 450 000 à 700 000 \$, si vous voulez un navire qui peut pêcher dans plus d'une pêcherie. Malheureusement, vous ne pouvez plus vous contenter de pêcher seulement du saumon. Il faudrait probablement des revenus de 750 000 \$ pour qu'une entreprise de pêche soit au moins un peu viable.

M. Mel Arnold: Merci.

Le président: Merci, monsieur Arnold.

La parole va maintenant à M. Morrissey pour cinq minutes ou moins.

M. Robert Morrissey: Merci, monsieur le président.

Je vais partager mon temps avec Mme May.

Monsieur Hauknes, j'aimerais que vous développiez votre commentaire sur la façon dont la gestion de la pêche au saumon a changé. Vous avez dit, à la fois, que le ministère se préoccupe de gérer le déclin des stocks, alors qu'il devrait les gérer pour les rétablir. Pouvez-vous expliquer cela brièvement au Comité? Je vais laisser le reste de mon temps à Mme May.

M. Robert Hauknes: Je vais essayer de résumer cela assez rapidement.

Avant, il y avait un permis qui vous permettait de pêcher de la frontière de l'Alaska jusqu'à celle de Washington. Ensuite, il y a eu les permis par secteur. Donc, de la côte Nord jusqu'au Nord de l'île Pine, on trouve un secteur pour la pêche à la traîne. La côte Ouest de l'île de Vancouver est un autre secteur, puis il y a un autre secteur, celui de la mer des Salish, pour la pêche à la traîne. Il y a deux permis pour les navires de pêche à la senne: nord-sud; et filets maillants, pour la côte Nord du Fraser, puis pour l'île de Vancouver, je crois. Je n'utilise pas de filets maillants, alors je ne... il y a d'autres secteurs pour cela.

Si vous voulez pêcher dans tous ces secteurs, vous devez acheter trois permis pour votre navire. À cause de la gestion inefficace, vous êtes limité encore plus par les secteurs de pêche. Quand la pêche au saumon quinnat ouvre, nous pouvons seulement pêcher entre Tian et l'Ouest d'Haida Gwaii, en plus de la majeure partie de l'entrée Dixon. C'est un très petit secteur dans lequel nous pouvons pêcher présentement.

En ce qui concerne la gestion du déclin des stocks, nous n'avons pas vraiment constaté d'augmentation du nombre de poissons que nous pouvons garder. On dirait simplement que notre capacité de récolter les poissons est plus limitée. C'est pour cela que la gestion est axée sur le déclin de stocks, parce que s'il y avait plus de poissons pouvant être récoltés, alors il y aurait une augmentation de l'attribution des prises commerciales, ce qui n'est pas arrivé depuis longtemps.

M. Robert Morrissey: Allez-y, madame May.

Le président: La parole va à Mme May pour les trois minutes restantes.

Mme Elizabeth May: Merci beaucoup.

Comme tous les députés de la Colombie-Britannique et de nombreux Britanno-Colombiens, nous ressentons de plus en plus un sentiment de panique par rapport à la crise du saumon, comme l'a dit récemment M. Gord Johns. Nous devons réfléchir à des approches différentes. J'ai déjà soulevé un point clé quant à l'approche que nous devons prendre, selon moi, pour lutter contre la crise climatique.

Capitaine Temple, monsieur Riddell et si nous avons le temps, M. Hauknes également, si nous devons fondamentalement faire quelque chose d'aussi radicalement différent que diviser le MPO afin d'avoir un ministre pour les pêcheries de la côte Ouest, un ministre pour les pêcheries de la côte Est, et une certaine combinaison des deux pour s'occuper de l'Arctique... Capitaine Temple, si nous pouvions transformer de façon radicale la façon dont nous gérons le saumon, qui se dirige vers l'extinction, comme vous le disiez, que devrions-nous faire?

Capt Josh Temple: Merci, madame May.

À mon avis, une gestion régionale serait critique, compte tenu de la diversité des habitats et de la situation unique de chaque habitat et de chaque bassin versant. Je crois que la gestion régionale est la clé. C'est critique. Comme l'a laissé entendre M. Riddell plus tôt, il y a toutes sortes de programmes divers qui peuvent avoir une incidence autant sur le milieu marin que sur les bassins versants individuels. Je crois qu'il faut un soutien qui soit le plus général possible, mais je crois que, sur le terrain, dans les régions locales, c'est là qu'on trouve le plus de connaissances, et je crois que c'est là qu'on est le plus susceptible d'élaborer des solutions viables.

• (1730)

Mme Elizabeth May: Monsieur Riddell, s'il me reste du temps pour vous poser la même question, la structure du MPO fonctionne-t-elle? Une solution si radicale aiderait-elle, ou est-ce qu'il faut s'efforcer davantage de faire le travail sur le terrain?

M. Brian E. Riddell: Je crois que nous pouvons travailler dans la structure administrative qui est en place, peu importe laquelle. Il faut surtout que les ressources soient allouées, puis nous pouvons élaborer un plan, comme M. Temple l'a dit. Vous pourriez avoir des comités régionaux qui connaissent vraiment leur environnement. Une limite, cependant, est que certains problèmes se trouvent en eaux internationales, dans l'océan. La concurrence entre les divers pays qui produisent des quantités massives de saumons roses et de saumons kéta, par exemple, ne peut être réglée par un simple changement de la structure administrative. Nous avons toujours les mêmes problèmes et nous devons apprendre à les gérer, et il faut un engagement pour que les ressources continuent d'être allouées au fil du temps.

Mme Elizabeth May: Me reste-t-il du temps, monsieur le président? D'accord.

Monsieur Hauknes, je voulais vous donner l'occasion de développer vos commentaires. Si nous gérons un stock en déclin, et que vous observez qu'il y a de moins en moins de poissons, y a-t-il une forme d'indemnisation que les pêcheurs commerciaux dans votre situation pourraient recevoir, compte tenu des autres politiques contradictoires qui réduisent votre accès aux poissons?

M. Robert Hauknes: J'aimerais qu'il y ait un programme de rachat de permis ou quelque chose du genre, pour indemniser les gens qui veulent quitter la pêche.

Encore aujourd'hui, il y a trop de permis. Il y a eu deux ou trois programmes de rachat dans les dernières années. Le gouvernement des États-Unis a racheté au coût de 30 millions de dollars des permis de pêche à la traîne pour réduire leur impact sur les saumons coho, mais il y a toujours trop de permis. Ce serait bien que le gouvernement en réduise le nombre à quelque chose de durable, j'imagine.

Mme Elizabeth May: J'ai cru voir un berceau, en arrière-plan. J'espère que vous prenez soin de vous et de votre famille.

M. Robert Hauknes: Oui. Il vient de naître.

Le président: Merci, madame May.

Félicitations pour votre bébé, monsieur Hauknes.

La parole va maintenant à Mme Gill pour deux minutes et demie.

[Français]

Mme Marilène Gill: Je vous remercie, monsieur le président.

Monsieur Riddell, vous venez de parler des eaux internationales. C'est un sujet dont nous n'avons pas beaucoup parlé en Comité.

Pourriez-vous développer vos idées à ce sujet, par exemple relativement à l'importance de la collaboration avec les autres pays?

[Traduction]

M. Brian E. Riddell: C'est une question intéressante. Le Canada est un tout petit joueur en ce qui concerne la production en éclosure. Le Japon et la Russie ont des programmes énormes, et à certains endroits de l'Alaska, il y a une production des centaines de fois supérieures à la nôtre.

Le problème, c'est que ces poissons vont se mélanger dans l'océan. Quand nous sommes allés faire de l'échantillonnage dans le golfe d'Alaska en hiver, nous avons trouvé des poissons de la Russie, du fleuve Yukon et du Japon. Ce sont des poissons hautement migratoires.

Aussi, de nombreux articles scientifiques donnent des statistiques sur la concurrence entre les poissons de divers pays et nos poissons.

Si la nourriture disponible est limitée — je ne sais pas si cela a été vraiment démontré également —, cela peut vouloir dire qu'il y a une compétition effective entre les espèces et les pays.

Un autre aspect de la question internationale, bien sûr, est la pêche illégale en mer. Cela semble être de retour, dans une certaine mesure, et c'est préoccupant, mais c'est un problème distinct de la concurrence entre les espèces de saumon.

[Français]

Mme Marilène Gill: Je vous remercie, monsieur Riddell.

J'aimerais poser de nouveau la question que j'ai posée relativement aux besoins.

Monsieur Temple et monsieur Hauknes, si vous aviez des priorités relativement à la question du saumon, quelles seraient-elles, selon vos champs de spécialisation respectifs?

Capt Josh Temple: Je vous remercie de la question, madame Gill.

[Traduction]

Comme je l'ai dit plus tôt dans l'une de mes réponses, la remise en état de l'habitat devrait certainement être la première priorité, de mon point de vue.

Très rapidement, je vais faire une analogie: il n'y a personne parmi nous qui s'attendrait à avoir un jardin productif si la terre était contaminée ou pleine de roches. Il faut d'abord s'occuper du jardin. Le jardin, pour les saumons, comme je le comprends du point de vue des Premières Nations, n'est pas du tout en santé, et nous savons que c'est vrai. Nous devons d'abord remettre en état l'habitat si nous voulons qu'il y ait une véritable possibilité de restauration.

Je vais laisser un peu de temps pour les autres témoins.

• (1735)

Le président: Merci, madame Gill.

La parole va maintenant à M. Johns pour deux minutes et demie ou moins.

M. Gord Johns: Merci, encore une fois, à tous les témoins. Votre témoignage est important pour nous.

Capitaine Temple, pouvez-vous nous parler de l'importance des efforts de restauration déployés sur les côtes de la Colombie-Britannique, en lien avec la relance de l'emploi de l'après-COVID et de l'occasion qui se présente maintenant, compte tenu de l'état du saumon sauvage?

Capt Josh Temple: C'est une question très importante, et j'espérais que quelqu'un la poserait. M. Hauknes a effleuré le sujet, à propos de la perte de l'activité économique des pêcheurs et pendant la COVID-19. C'est crucial, pour relancer les économies côtières, de créer des emplois et de véritables occasions d'emploi ainsi que des occasions de sous-traitance pour les Premières Nations et les collectivités côtières grâce à ce genre de travail de restauration, en par-

ticulier dans les collectivités côtières qui ont beaucoup souffert des pertes des activités liées à la pêche et à l'exploitation forestière.

Je crois que c'est une approche à deux volets: non seulement nous réalisons des progrès concrets pour aider au rétablissement du saumon, mais nous créons aussi des emplois dont les gens ont beaucoup besoin, en particulier dans les collectivités côtières éloignées ici en Colombie-Britannique, qui ont énormément souffert, pas seulement à cause de la COVID-19, mais aussi à cause de la perte de l'accès aux activités productives de la pêche, de l'exploitation forestière et d'autres industries, dont nous dépendons traditionnellement ici sur la côte.

M. Gord Johns: Pouvez-vous nous parler un peu de l'importance des partenariats que vous avez établis avec les collectivités autochtones et de la façon dont nous pourrions tirer parti, par exemple, des programmes locaux des gardiens autochtones pour faire une partie du travail?

Capt Josh Temple: Oui, bien sûr. C'est une très grande partie de notre philosophie fondamentale, à la Coastal Restoration Society, de soutenir les Premières Nations locales dans tout projet sur lequel nous travaillons. En vérité, puisqu'elles ont parfois des dizaines de milliers d'années de connaissances traditionnelles sur ces environnements locaux, il n'y a aucune meilleure source d'information et de données scientifiques pour déterminer la façon optimale de gérer nos ressources locales au fil du temps.

Si nous pouvons, d'une façon ou d'une autre, trouver un moyen de collaborer plus efficacement avec les Premières Nations en tirant parti de leurs programmes des gardiens autochtones, de leur leadership héréditaire et de leur expertise en connaissances écologiques traditionnelles et d'unir cela avec notre science, notre leadership et nos approches de gestion traditionnelles plus occidentales, je crois que nous pourrions obtenir de bien meilleurs résultats que ce que nous avons vu par le passé. Je crois que c'est la voie que nous devons tous nous efforcer de suivre, ensemble.

M. Gord Johns: Super.

Le président: Merci, monsieur Johns. Vous êtes pile dans les temps, cette fois. Excellent.

La parole va maintenant à M. Calkins, pour cinq minutes ou moins.

M. Blaine Calkins: Merci.

Je vais poser mes questions à M. Riddell.

Nous nous sommes déjà rencontrés. Je suis sûr que vous vous en rappelez.

M. Brian E. Riddell: Oui.

M. Blaine Calkins: Il y a un sujet dont je veux que vous parliez, nonobstant les certitudes du capitaine Temple quant au fait qu'il est insensé de renforcer la capacité des écloseries s'il n'y a pas d'abord d'habitat. Je crois que vous et moi avons pu discuter franchement, et j'aimerais que vous me rappeliez ce que vous pensez de... Je ne veux pas parler d'attitude, mais peut-être un synonyme d'attitude... du ministère actuel à l'égard des écloseries communautaires, que ce soit des écloseries pour utilisation scientifique, pour le renouvellement des stocks ou le rétablissement des stocks de reproduction. Est-ce que le ministère respecte réellement les connaissances des écloseries communautaires locales et est-ce qu'il les utilise adéquatement? Sinon, qu'est-ce qui pourrait être amélioré?

M. Brian E. Riddell: Eh bien, je crois que cela pourrait être amélioré, mais, ce que je veux dire, c'est que les écloseries peuvent avoir des objectifs très différents. Les grandes écloseries qui ont été construites dans le cadre du Programme de mise en valeur des salmonidés ont comme but de fournir des poissons aux pêcheurs commerciaux et aux pêcheurs récréatifs, et la composition de l'espèce a été modifiée. Elles n'ont pas été construites à des fins de conservation, n'est-ce pas?

Les écloseries communautaires peuvent être très efficaces, tout comme M. Temple en a justement parlé. Vous pouvez retourner une partie des populations reproductrices grâce à des écloseries communautaires locales. Aussi, une possibilité est de ne pas se limiter à un cours d'eau dans une collectivité. Vous pouvez alterner au fil du temps entre plusieurs cours d'eau.

Il faut vraiment déterminer clairement l'objectif de l'écloserie avant de pouvoir regarder ce qui se fait et ce qui pourrait être fait. Je crois qu'il y a une excellente occasion de fournir de la diversité en utilisant davantage les écloseries communautaires. L'envers de la médaille, c'est qu'elles peuvent coûter plus cher, parce que vous devez avoir plus de personnel qualifié, des installations beaucoup plus diversifiées, et ainsi de suite. Une autre idée serait de construire encore une fois de grandes installations, mais de fonctionner par « satellites » — nous appelions cela comme ça —, c'est-à-dire d'intégrer des populations différentes, puis de les redéplacer dans leurs cours d'eau d'origine. Je crois que nous avons appris énormément de choses sur la génétique des salmonidés, sur leur physiologie et leur génomique, et cela nous permettrait d'utiliser les écloseries dans des buts beaucoup plus précis, au lieu de simplement produire de grands nombres de poissons.

• (1740)

M. Blaine Calkins: Je suis d'accord, mais discutons, dans ce cas, du grand nombre de poissons marqués. Ce que vous avez répondu est parfaitement lié à ce que je me disais sur un autre sujet: plusieurs groupes, que ce soit des groupes de pêcheurs sportifs ou d'autres, font valoir actuellement que l'interdiction de rétention des saumons quinnats et d'autres espèces a un effet économique dévastateur sur certaines entreprises de la côte Ouest. Ils disent qu'ils pourraient passer dès maintenant à la pêche sélective du poisson marqué, étant donné qu'il y a tellement de poissons marqués qui proviennent de l'extérieur du Canada dans le système.

Aux fins de cette entente, le Canada ne marque qu'un certain pourcentage — un très petit pourcentage —, des saumons quinnats, entre autres. Êtes-vous d'accord avec leur conclusion selon laquelle nous devrions marquer tous les saumons quinnats d'élevage et passer à une pêche avec rétention des poissons marqués? Est-ce que ce serait une solution viable, et pas seulement pour l'industrie de la pêche sportive? Est-ce que ce serait possible d'obtenir la participation des Premières Nations, pas seulement pour la production en écloserie, mais aussi pour la rétention des saumons marqués à des fins alimentaires, sociales et cérémoniales? Il y aurait pour ainsi dire deux pêches parallèles, une pour le saumon marqué et l'autre pour le saumon sauvage, afin de protéger les stocks de saumon sauvage.

M. Brian E. Riddell: Eh bien, malheureusement, ce dont il est question ici, c'est essentiellement un mélange de biologie, de sociologie et de cultures. Il n'y a pas de réponse simple, oui ou non, vous devez faire cela. Vous pourriez certainement faire quelques aspects, et j'ai d'ailleurs encouragé la prise en considération du marquage à grande échelle, parce que si nous voulons soutenir nos collectivités

côtières et avoir une industrie touristique et de pêcheerie créative durable, nous devons fournir des occasions avantageuses.

On ne peut pas simplement fermer, parce que cela entraîne une perte de la ressource, une perte de l'infrastructure, etc. La décision doit être de veiller au rétablissement des populations naturelles qui ont des besoins en matière de préservation. Est-ce que le taux de récolte ou de mortalité est durable, pendant qu'on fait cela? Vous allez devoir décider très clairement que vous allez permettre un taux de mortalité limité pour soutenir les collectivités pendant qu'on rétablit les populations.

Le rétablissement ne va pas se faire du jour au lendemain; cela pourrait prendre de 10 à 20 ans, alors vous devez réfléchir à long terme et prendre aussi en considération les collectivités. Il va falloir que ce soit limité, parce que ce n'est pas une solution miracle. Si vous jugez que la récolte autorisée doit être de 5 % de la remonte — et ce pourrait effectivement être aussi bas —, alors, en proportion, la pêche que vous pouvez autoriser va être limitée.

Nous pouvons savoir toutes ces choses; nous pouvons déterminer le cours d'eau d'origine des poissons, pour faire des évaluations. Tout cela revient à la mesure dans laquelle nous sommes ouverts à de nouvelles façons de faire des analyses et de rétablir la population. Nous devons réfléchir à long terme. Nous devons réfléchir aux poissons sauvages, mais nous devons aussi tenir compte des collectivités, je crois, pour que ce soit acceptable à long terme.

Le président: Merci, monsieur Calkins.

La parole va maintenant à M. Hardie pour cinq minutes ou moins.

M. Ken Hardie: Merci, monsieur le président.

Capitaine Temple, après avoir écouté les commentaires de M. Riddell sur les écloseries, vous avez dit qu'il y a des cours d'eau et peut-être aussi des ruisseaux où il n'y a plus de saumons aujourd'hui, même s'il y en avait avant. D'après vous, des écloseries communautaires pourraient-elles, essentiellement, rétablir les populations dans certaines de ces voies d'eau?

Capt Josh Temple: C'est une excellente question, et d'ailleurs, nous avons justement des écloseries communautaires ici à la baie Clayoquot et à la baie Barkley, qui ont été installées précisément pour accroître les montaisons, là où le déclin de la population était grave et préoccupant.

Ces écloseries sont exploitées à une fraction de leur capacité, encore une fois, parce qu'il n'y a pas de financement approprié ou suffisant. Ces écloseries sont là, elles sont prêtes à être utilisées, avec du personnel chevronné, comme M. Doug Palfrey ici à l'installation de mise en valeur du saumon de Tofino. Année après année, j'entends dire qu'elles ne sont pas adéquatement financées et que nous n'optimisons pas leur utilisation, malheureusement.

• (1745)

M. Ken Hardie: Permettez-moi de parler pour vous: êtes-vous d'accord pour dire que, parfois, les dollars ne sont pas suffisants pour qu'une installation tourne à plein régime, et qu'il y a d'autres considérations qui entrent en jeu, comme des considérations sociales et la disponibilité de la nourriture, quand les poissons vont finir par revenir? En d'autres mots, on ne devrait pas nécessairement faire une fixation sur le coût, alors qu'il y a tout un éventail d'éléments essentiels à prendre en considération pour que quelque chose comme cela soit réellement utile.

Capt Josh Temple: Absolument. Encore, je reviens à la nécessité d'utiliser des données scientifiques fiables et rigoureuses, et je suis sûr que M. Riddell insisterait là-dessus. Mais dans les situations où il y a une disparition complète ou presque complète du saumon, il faut qu'il y ait une forme ou une autre d'augmentation pour repartir ou relancer la montaison. Il y a de nombreux endroits dans les régions que je connais personnellement, dans les secteurs où j'ai pêché et travaillé au cours de ma carrière, où il y a des installations qui pourraient facilement contribuer à relancer ces systèmes, mais dans pratiquement tous les cas, elles manquent de financement.

M. Ken Hardie: Monsieur Riddell, je vais passer à vous un instant. J'aimerais que nous revenions sur certains de vos premiers commentaires. Par rapport à votre travail dans deux des quatre phases de l'initiative, vous avez dit que vous étudiez l'arrivée ou la présence de divers agents pathogènes dans la population de saumon. Avez-vous une idée du moment où certains de ces pathogènes sont peut-être tout d'un coup devenus des facteurs? Plus précisément, est-ce qu'il y a un lien qui pourrait être fait, à partir des données, entre l'arrivée des agents pathogènes et l'arrivée de l'aquaculture sur la côte Ouest?

M. Brian E. Riddell: À dire vrai, il y a seulement un virus que nous avons étudié de façon très détaillée, et c'était l'orthoréovirus pisciaire. C'est celui dont on a beaucoup parlé dans les médias, qui est lié à l'inflammation des muscles squelettiques et cardiaques. Nous avons mené des études génétiques très rigoureuses sur ses origines pour voir d'où il provenait et s'il est transmis entre les fermes salmonicoles.

C'est parce que nous avons fait cette étude que j'ai pu répondre, à une question précédente, que, oui, d'après l'évaluation de la Fondation du saumon du Pacifique et l'initiative stratégique visant la santé du saumon, le risque n'est pas minime, et l'orthoréovirus pisciaire vient de la région européenne de l'Atlantique. Nous croyons qu'il est arrivé ici il y a 30 ans environ. Partant, cela laisse croire à une relation étroite entre le virus et le développement de l'aquaculture de salmonidés.

Donc, dans ce cas précis où nous avons pu mener une telle étude, on constate que c'est effectivement ce qui s'est passé.

M. Ken Hardie: Nous avons entendu, dans d'autres études, que la Fondation du saumon du Pacifique a fait énormément de travail le long de la côte. Je crois que c'était dans le réseau hydrographique de la Nass, où la Fondation du saumon du Pacifique a fait une évaluation complète.

Si c'est le cas et que ma mémoire ne me fait pas défaut, comment se portent les montaisons dans la Nass par rapport au fleuve Fraser, étant donné qu'il n'y a certainement pas eu le genre d'activités humaines dans la Nass qu'il y a eu le long du fleuve Fraser?

M. Brian E. Riddell: Je ne suis pas certain de savoir de quelles activités de la FSP vous parlez, en ce qui concerne la Nass. Nous n'avons rien fait de cela. Si cette étude a bien été faite, alors cela fait très longtemps.

Il y a beaucoup de facteurs en jeu, parce que la vallée de la Nass est aussi beaucoup moins développée. Au départ, c'est une énorme différence.

Malheureusement, ce qui se passe dans la Nass se fait l'écho de nos préoccupations en matière de changements climatiques et de changements dans l'océan, parce que la productivité des retours dans la Nass, actuellement, est moins élevée que les moyennes ré-

centes, sauf en 2020, où nous avons eu une excellente remontée des saumons kéta.

C'est le problème, avec le saumon du Pacifique. Tout d'un coup, vous constatez ce genre d'exceptions, qui sont soit très bonnes soit très mauvaises. Dans l'ensemble, ce qui se passe dans la Nass ressemble beaucoup à la situation de la rivière Skeena, du Sud-Est de l'Alaska, de l'Alaska central, c'est-à-dire qu'il y a un déclin de la population.

● (1750)

M. Ken Hardie: D'accord.

Le président: Merci, monsieur Hardie. Vous avez dépassé un peu votre temps.

La parole va à M. Mazier pour cinq minutes ou moins.

M. Dan Mazier: Monsieur Hauknes, vous avez mentionné l'investissement important qu'il faut faire pour entrer dans l'industrie de la pêche. Je peux tout à fait comprendre cela, car je suis moi-même agriculteur, mais dans les Prairies.

Pouvez-vous expliquer quelles seraient les conséquences pour les pêcheurs canadiens comme vous et pour les collectivités environnantes, si les stocks de saumons du Pacifique continuent de diminuer?

M. Robert Hauknes: Cette situation aurait un effet dévastateur. Une grande partie de notre revenu annuel provient du saumon. Nous soutenons beaucoup d'entreprises locales. Dans la dernière année, nous avons probablement dépensé 25 000 \$ à Prince Rupert simplement pour la construction d'une embarcation de pêche au harang non pontée. Il y a deux ans, nous avons installé un nouveau système de réfrigération à North Saanich. Nous avons installé un moteur dans le bateau à Nanaimo.

Au cours des trois ou quatre dernières années, nous avons dépensé dans les collectivités locales des sommes importantes qui auraient tout simplement été absentes. Le saumon compte probablement pour la moitié de nos revenus chaque année. Si nous n'avions pas de pêche au saumon, ce serait vraiment dévastateur.

M. Dan Mazier: La moitié de votre revenu; c'est bon à savoir.

Monsieur Temple, d'autres témoins ont fait allusion au manque de collaboration quant à l'avenir du saumon du Pacifique. Selon vous, que devrait faire le gouvernement fédéral pour renforcer la communication et la collaboration concernant l'amélioration des stocks de saumons du Pacifique?

Capt Josh Temple: Je suis désolé, mais je n'ai pas vraiment entendu cela dans les témoignages des autres témoins. Je suis fermement persuadé que la collaboration a été exhaustive et qu'elle continue de se renforcer. Je pense que le renforcement de la collaboration continue entre le gouvernement fédéral, la province, les Premières Nations, les scientifiques, le milieu universitaire et les ONGE sont essentiels si nous voulons voir des progrès dans le rétablissement du saumon.

Je m'excuse, monsieur Mazier, mais je n'ai pas entendu ce point de vue aujourd'hui.

M. Dan Mazier: D'accord, c'est bien.

Vous avez fait des commentaires concernant les impacts des espèces aquatiques envahissantes, les EAE, sur les écosystèmes et les populations de poissons, notamment l'impact qu'a le crabe vert sur le saumon sauvage. Pensez-vous que le gouvernement fédéral actuel a apporté un soutien suffisant à la prévention et au contrôle des EAE en Colombie-Britannique?

Capt Josh Temple: J'aimerais que vous me posiez cette question dans deux ou trois semaines. J'aurais peut-être une meilleure réponse. Présentement, nous sommes toujours dans l'incertitude puisque certaines mesures de financement ont été retardées en raison de la COVID et d'une diversité d'autres motifs, mais nous nous attendons à entendre bientôt parler de décisions importantes concernant les progrès réalisés.

Compte tenu de ce que j'ai vu au cours de la dernière année et demie, en participant dans le dossier du crabe vert avec la province et le gouvernement fédéral, je crois qu'une attention considérable est accordée au crabe vert, non seulement au niveau régional ici en Colombie-Britannique, mais aussi à Ottawa.

Je vous donnerai certainement d'autres nouvelles d'ici quelques semaines.

M. Dan Mazier: D'accord.

Monsieur Riddell, vous avez mentionné quelque chose au sujet des outils que vous utilisez pour faire face aux changements climatiques et à la façon dont nous nous adaptons aux changements de l'environnement. Pouvez-vous nous en parler davantage? Quels outils devrions-nous cesser d'utiliser? Y a-t-il quelque chose qui devrait être abordé au chapitre des changements climatiques?

M. Brian E. Riddell: Si un outil a été mentionné, je ne pense pas qu'il s'agissait des analyses chimiques que nous faisons, c'était probablement plus lié aux grandes écloséries. Les grandes écloséries sont considérées comme un outil de gestion. Comme vous venez de l'entendre, elles peuvent produire un grand nombre de poissons. Cependant, l'intention est d'obtenir un certain taux de survie minimum; par conséquent, il faut tenir compte de la rentabilité avant de décider de construire une éclosérie. La question est de savoir si l'environnement est le même aujourd'hui qu'aparavant. Et ce n'est pas le cas. Il faut donc bien réfléchir à la manière dont nous allons investir pour faire cela. Il est possible que le moment soit maintenant beaucoup plus propice aux écloséries communautaires diversifiées à petite échelle.

• (1755)

M. Dan Mazier: Avons-nous suffisamment ajusté la recherche pour le faire? Voilà la question. Avez-vous vu suffisamment d'adaptation dans le milieu de la recherche pour y parvenir?

M. Brian E. Riddell: Je ne dirais pas qu'il suffit de s'adapter. Nous avons mis au point les outils que vous pouvez utiliser. Il s'agit maintenant de savoir comment les mettre en œuvre. Mais il n'y a pas beaucoup d'argent supplémentaire dans le programme de mise en valeur, auquel ils veulent consacrer plus d'argent, donc on a tardé à tirer parti de quelques-unes des possibilités réelles.

Cela dit, ils ont utilisé de très nouveaux outils, quelque chose qu'on appelle « une méthode de marquage fondée sur la parenté ». C'est remarquable. Dans les écloséries où l'on peut produire 10 millions de saumons juvéniles, il suffit de prélever un poisson dans un bassin pour connaître ses parents. C'est incroyable ce que nous pouvons faire de nos jours.

M. Dan Mazier: Bien. D'accord.

Le président: Merci, monsieur Mazier. Nous n'avons plus de temps.

Nous allons maintenant passer à M. Morrissey pour cinq minutes ou moins, s'il vous plaît.

M. Robert Morrissey: Merci, monsieur le président.

L'un d'entre vous peut-il répondre à ma question, et pourriez-vous clarifier ce qui suit pour un habitant de la côte Est?

Dans les divers groupes de travail sur le saumon auxquels j'ai participé, la question des écloséries est soulevée. Je comprends qu'il y a un conflit dans les conseils donnés au gouvernement et au ministère. Les écloséries font-elles partie de la solution en ce qui concerne la conservation, les pêches commerciales et ces deux éléments? La nécessité de disposer d'un réseau d'écloséries efficace est-elle un élément clé du maintien des stocks de saumons à l'avenir? Je pose la question parce qu'en même temps, les études révèlent que les océans du monde entier ne vont pas pouvoir soutenir le niveau de production de protéine actuel. Les trajectoires sont toutes vers le bas. Y a-t-il quelque chose qui m'échappe? En avons-nous besoin, et pouvons-nous maintenir les stocks avec des écloséries?

M. Brian E. Riddell: Je peux peut-être commencer.

Je pense que votre perception est correcte. Il y a très certainement une scission au sein de la communauté scientifique. Dans ses récentes décisions concernant le saumon de la côte Ouest, le Comité sur la situation des espèces en péril, ou COSEPAC, a vraiment critiqué les écloséries à échelle industrielle. Ce sont les grandes écloséries, pas les écloséries communautaires. Le COSEPAC craint que ces écloséries à grande échelle produisent un grand nombre de saumons juvéniles qui entreront en concurrence avec le saumon sauvage que nous essayons de restaurer, ce qui n'est pas forcément positif.

Le revers de la médaille, c'est que nous ne pouvons pas simplement faire une croix sur les écloséries. Nous avons parlé avec le capitaine Temple du fait qu'il peut y avoir très peu de poissons dans certains cours d'eau de la côte Ouest. Il serait irresponsable de ne rien faire, car tout ce que vous faites, c'est créer ce que nous appelons un « goulot d'étranglement génétique ». Vous allez reproduire en consanguinité cette population. Ce qu'il faut faire, c'est utiliser une éclosérie axée sur la conservation — peut-être juste pour une courte période — pour restaurer quelques reproducteurs afin d'augmenter la production de la population.

Les écloséries deviennent un sujet de discussion assez polarisé. Je pense que cela dépend vraiment du problème que vous avez et des outils dont vous disposez pour le résoudre.

Votre perception est correcte. Il y a une différence, et tout dépend de votre objectif.

M. Robert Morrissey: Monsieur Hauknes, en tant que pêcheur commercial, quel est votre point de vue?

M. Robert Hauknes: Je reprends les propos de M. Riddell. Cependant, j'ajouterais aussi qu'en tant que pêcheur commercial, mon objectif est d'avoir le plus possible de poissons à récolter.

Regardez la quantité de poissons que produisent l'Alaska et la Russie avec leurs méga-écloseries; ce que nous produisons ici en Colombie-Britannique est insuffisant. Si vous essayez de maintenir un stock, vous devez être conscient du fait que si vous avez une méga-écloserie, cela va avoir une incidence sur les habitudes de recherche de nourriture des stocks que vous essayez de rétablir. Ils vont devoir entrer en compétition avec les autres poissons d'écloserie.

J'aimerais simplement voir plus de poissons.

• (1800)

M. Brian E. Riddell: Puis-je faire un commentaire à ce sujet?

M. Robert Morrissey: Bien sûr, monsieur Riddell.

M. Brian E. Riddell: Je ne suis pas en désaccord avec ce que nous venons d'entendre, sauf que je souhaite souligner que lorsque vous parlez de la Russie et d'autres pays, ceux-ci produisent une espèce différente en énormes quantités dans les écloseries. Ils ne le font pas avec le saumon quinnat et le saumon coho. Ils ont quelques écloseries pour ces stocks.

Nous avons investi au début des années 1980. Nous avons des écloseries destinées à produire un grand nombre de saumons rouges, de saumons roses et de saumons kéta. Le programme a été modifié et a mis l'accent sur la pêche récréative axée sur le saumon quinnat et le saumon coho. Les chiffres énormes que nous voyons ailleurs ne sont pas vraiment comparables à ce que nous produisons. Encore une fois, il s'agit d'un ensemble différent d'objectifs.

Maintenant, si vous voulez produire un grand nombre de poissons que nous pourrions potentiellement récolter, je pense qu'il y a des possibilités — si le Pacifique peut les produire — pour le saumon rose et le saumon kéta. Nous avons des écloseries de saumon kéta très performantes lorsque l'environnement est bon. Nous n'avons pas fait grand-chose avec les saumons roses: cela tient plutôt aux chenaux de fraie. Le saumon rouge peut être trop bon. Nos chenaux de fraie ont différents types d'effets. Ils peuvent avoir des effets sur les populations locales puisque les chenaux peuvent être très prolifiques.

Le président: Merci, monsieur Morrissey. Votre temps est écoulé.

Nous allons maintenant passer à Mme Gill, pour deux minutes et demie ou moins, s'il vous plaît.

[Français]

Mme Marilène Gill: Je vous remercie, monsieur le président.

Plus tôt, j'ai posé une question à M. Riddell concernant les répercussions que pouvaient avoir les autres activités de pêche pratiquées à l'international sur le saumon lui-même. La question suivante peut s'adresser aussi bien à M. Temple, à M. Hauknes qu'à M. Riddell. Elle se rapporte aux études qui existent et à leurs propres connaissances du sujet.

Est-ce qu'il y a des situations semblables à celle qui existe sur la côte Ouest dans le cas du saumon, même s'il ne s'agit pas des mêmes espèces? Y a-t-il des mesures dont nous devrions nous inspirer si une situation semblable est déjà survenue ailleurs que sur la côte Ouest?

La greffière: Désolée de vous interrompre, madame Gill, mais pourriez-vous baisser votre micro? Nous n'avons pas bien entendu.

Mme Marilène Gill: C'est excellent pour l'orgueil ce genre d'incident.

Je voulais savoir si les raisons pour lesquelles les populations de saumon du Pacifique se portaient mal étaient exclusives à la côte Ouest du Canada. Je me demandais si, à l'étranger, on remarquait la même situation.

Nous avons parlé, bien sûr, de l'Amérique du Nord ainsi que de la Russie, mais y a-t-il des situations semblables qui existent actuellement ailleurs? Si des mesures efficaces ont déjà été prises dans d'autres pays pour protéger leurs populations respectives de saumon, pourrions-nous nous en inspirer? Si c'est le cas, comment pouvons-nous le faire? C'est une question à plusieurs volets.

[Traduction]

M. Brian E. Riddell: Je pourrais peut-être commencer, encore une fois, messieurs. Je crois que le meilleur exemple est celui de la Russie. Les Russes ont un très grand programme d'écloserie de saumon rose et de saumon kéta. En 2000, ils ont perdu 40 % de leurs prises en une année. Leurs écloseries n'ont pas changé du tout, cependant l'environnement océanique était tellement différent que les poissons qui sont revenus avaient des taux de survie beaucoup plus faibles.

Votre question initiale visait en fait l'interaction ou le mélange entre les différents groupes d'écloseries dans le Pacifique. Si c'est le cas, peut-être verrons-nous un retour un peu meilleur au Canada. J'estime, après avoir examiné de nombreuses populations, que ce ne sera pas le cas, car il y a un facteur commun dans le Pacifique Nord. Il a été très mauvais pour nos poissons et pour les leurs.

Une fois que l'océan change, c'est à peu près inévitable.

Le président: Merci, madame Gill.

Nous allons maintenant passer à M. Johns pour deux minutes et demie ou moins, s'il vous plaît.

M. Gord Johns: Merci, monsieur le président.

Monsieur Riddell, vous avez parlé de la pêche internationale. Les gens ont attiré notre attention sur la question des chalutiers géants et des prises accessoires, en plus de la pêche internationale. Pouvez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet? Est-ce une de vos préoccupations?

M. Brian E. Riddell: C'était une de mes préoccupations, mais je crois qu'elle est un peu dépassée maintenant parce que les pêcheries au chalut dont vous parlez et leur effet sur le saumon se faisaient dans l'extrême nord du Pacifique et dans la mer de Béring. La goberge dans la mer de Béring était auparavant la plus grande pêcherie du monde. Elle était très productive, mais les prises accessoires de saumon quinnat étaient énormes, atteignant des centaines de milliers de poissons. Les États-Unis ont imposé des restrictions très sévères à leurs pêcheurs, ce qui fait qu'ils ont maintenant un quota de prises accessoires. Je pense qu'il est encore d'environ 80 000 — peut-être que M. Hauknes est au courant — et une fois ce quota atteint, la pêche est fermée.

Il y a une grande incitation à ne pas atteindre ce quota. Chaque bateau doit être doté d'un contrôleur, et il y a des films et des rapports, et la pêche est fermée lorsque le quota est atteint. Donc, je n'ai pas une grande préoccupation...

• (1805)

M. Gord Johns: D'accord. Merci beaucoup.

Capitaine Temple, vous avez parlé des écloséries et nous avons parlé du manque de financement. Nous pensons que, dans votre région, notamment à l'écloserie de Tofino, à Thornton Creek... La bande Clayoquot a une écloserie à Kennedy... Le peuple n'a que le minimum vital. Pouvez-vous nous parler de l'impact que cela a sur les bénévoles et le travail qu'ils font?

Capt Josh Temple: Oui, certainement. Merci, monsieur Johns.

Grâce à mon travail à la table ronde locale sur le saumon de Clayoquot, qui regroupe, bien sûr, les Premières Nations, la province, le MPO, les ONGE et les pêcheurs, tant commerciaux que récréatifs, je comprends très bien le fonctionnement des écloséries locales. Nous recevons régulièrement des rapports et des mises à jour sur leurs progrès, sur le succès ou l'échec de la collecte des stocks de reproducteurs et leur situation de financement.

Une chose est sûre. Lorsque les flux de financement sont coupés ou réduits au minimum, le nombre de poissons chute dans nos réseaux locaux, car ces réseaux, du moins ceux sur lesquels travaillent les écloséries communautaires, dépendent fortement de la production de ces écloséries. Une fois que la production et le financement sont interrompus, le nombre de saumons quinnat diminue jusqu'à être proche de zéro ou nul.

Sans ce financement dont nous avons parlé plus tôt, nous n'avons pas un nombre appréciable de saumons qui reviennent naturellement dans nos cours d'eau locaux. Nous avons de petites remontes, mais au cours de ma vie, j'ai vu ces remontes diminuer, passant de plusieurs milliers à quelques spécimens. Sans le travail d'éclosion effectué par les équipes extraordinaires des écloséries communautaires, il n'y aurait plus du tout de poissons dans nos fleuves et rivières.

M. Gord Johns: Merci. Ai-je le temps de poser une brève question? J'aimerais la laisser à Mme May, en fait, s'il reste du temps.

Le président: Si Mme May peut formuler une brève question, je lui donne la parole. Je vais utiliser la prérogative du président.

Mme Elizabeth May: Merci, monsieur le président, d'avoir utilisé votre prérogative, et merci à mon collègue de Port Alberni.

J'ai donc une brève question à poser à M. Riddell. Compte tenu de la complexité et des multiples facteurs qui entrent en jeu, que serait votre conseil le plus concis pour la ministre des Pêches en ce moment? Déclarer une urgence pour le saumon du Pacifique nous aiderait-il?

M. Brian E. Riddell: Je ne crois pas qu'un nouveau nom serait utile. Tout dépend de la mesure prise. Nous avons besoin des ressources, nous avons besoin des gens. Beaucoup de gens vous donneront beaucoup trop de bons conseils; il faut donc des personnes qui puissent vraiment les trier. Il y a eu une bonne question un peu plus tôt concernant les mille projets aléatoires qui étaient tous

dignes d'intérêt à l'échelle locale. Ils ne permettaient pas le rétablissement. Vous devez avoir une vision d'ensemble sur la façon d'utiliser efficacement l'argent des contribuables pour restaurer le saumon. Ce ne sera pas facile. Vous allez devoir vous préparer à quelques échecs.

Il faut étudier le problème dans l'océan. Je suis désolé de revenir là-dessus, mais tous ces commentaires concernant la situation ont changé au fil du temps. Ce n'est pas parce que les écloséries font quelque chose de différent, c'est parce que l'environnement a changé, ou c'est parce que nous n'avons pas soutenu l'estuaire local. À Campbell River, nous avons construit une marina sur le plus bel herbier de zostères que j'aie vu de toute ma vie. Cela n'a pas suffi à arrêter le problème. Ce genre de choses ne peut pas continuer.

S'il y a un moyen d'améliorer les choses, c'est peut-être de donner l'argent à un groupe qui se consacre à la restauration, et à faire ce qu'il y a de mieux. Former un groupe qui va se servir de ses connaissances, collaborer et acquérir de l'expérience. Incluez des personnes comme M. Hauknes, qui a un besoin sincère de revenu et qui comprend la complexité de la pêche.

Il y a beaucoup de personnes qui vous accorderont du temps pour faire ce travail. Nous devons faire les choses un peu différemment. Un de mes amis dit que si vous ne regardez pas ce que vous faites, vous continuez à faire toujours la même chose. Ce n'est pas très judicieux si ça débouche sur un échec.

Le président: Je vous remercie. Merci, madame May.

Je tiens à remercier nos témoins d'être venus comparaître devant le Comité et de nous avoir fait part de leurs merveilleuses connaissances. Il s'agit probablement de l'une des réunions les plus instructives que nous ayons eues depuis longtemps.

Je rappelle aux membres du Comité qu'il n'y a pas de réunion du Comité lundi, car c'est le jour du budget. Mercredi, la première heure sera consacrée à la version finale de notre rapport concernant la subsistance convenable. Nous espérons y mettre la dernière main. La deuxième heure sera strictement consacrée aux travaux du Comité. Si nous terminons rapidement la première heure, nous aurons un peu plus de temps pour les travaux du Comité.

Je remercie le personnel, les greffiers, les analystes et les interprètes de nous avoir soutenus cet après-midi.

Je souhaite à tous une excellente soirée. Je verrai certains de mes collègues demain. Nous nous reverrons tous au Comité mercredi prochain.

● (1810)

Mme Elizabeth May: Je vous embrasse de la mer des Salish.

Le président: La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>